



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 12 AVRIL 1913.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

757

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du quatorzième jour de mars 1913, de nommer M. le docteur Victor Geoffrion, de l'Assomption, greffier de la cour de circuit, pour le comté de l'Assomption.

1407

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix-neuvième jour de mars 1913, de nommer M. J. Nil Tremblay, négociant, de la ville de La Tuque, percepteur du revenu pour le district de La Tuque.

1405

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du dix-neuvième jour de mars 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district d'Arthabaska, MM. Narcisse Drouin et Pierre Ouellette, cultivateurs, de Saint-Norbert, comté d'Arthabaska.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du vingtième jour de mars 1913, d'adjoindre à la

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 12th APRIL, 1913.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

758

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourteenth day of March, 1913, to appoint Mr. Victor Geoffrion, M. D., of l'Assomption, clerk of the circuit court, for the county of l'Assomption.

1408

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council, dated the nineteenth day of March, 1913, to appoint Mr. J. Nil Tremblay, trader, of the town of La Tuque, collector of provincial revenue for the district of La Tuque.

1406

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the nineteenth day of March, 1913, to associate to the commission of the peace for the district of Arthabaska, Messrs. Narcisse Drouin and Pierre Ouellette, farmers, of Saint Norbert, county of Arthabaska.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twentieth day of March, 1913, to associate to the

commission de la paix pour le district d'Ottawa, MM. Joseph Dubé, marchand, La Conception, Samuel Charbonneau, La Conception, Arthur Painchaud, industriel, (B. P. Hébert), et Pierre Lortie, cultivateur, Lac-des-Écorces, comté Labelle.

Mathias Joanis, marchand, Maniwaki, et Robert Lambert, cultivateur, Northfield, comté d'Ottawa.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du vingt-neuvième jour de mars 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, MM. Léon Lapierre, marchand épiciier, et Paul Corbeil, laitier, du village de Saint-Michel-de-Laval, comté d'Hochelaga.

Onésime Patenaude, boucher, No 628, Avenue Mont-Royal, et James McKenna, marchand, No 686, Côte-des-Neiges, Louis Alphonse Lacombe, médecin, No 1, rue Fabre, Montréal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-neuvième jour de mars 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Rimouski, MM. Sylvio Roch, médecin, du Lac-au-Saumon, et Henri Garon, marchand, Causapscal, comté de Matane.

1415

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec. }
L. S.

F. LANGELIER

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quinze avril mil neuf cent treize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au vingt-sept mai prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le quinze avril courant ; vous convoquons par les présentes pour le VINGT-SEPT MAI prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons ce vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN. Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce septième jour d'avril, l'an de grâce mil neuf cent treize, et de Notre règne le troisième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,
Québec,

1366

L.-P. GEOFFRION.

commission of the peace for the district of Ottawa, Messrs. Joseph Dubé, merchant, La Conception, Samuel Charbonneau, La Conception, Arthur Painchaud, manufacturer, (B. P. Hébert), and Pierre Lortie, farmer, Lac-des-Écorces, county of Labelle.

Mathew Joanis, merchant, Maniwaki, and Robert Lambert, farmer, Northfield county of Ottawa.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the twenty ninth day of March, 1913, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Messrs. Léon Lapierre, grocer, and Paul Corbeil, milkman, of the village of Saint Michel-de-Laval, county of Hochelaga.

Onésime Patenaude, butcher, No. 628, Mount Royal Avenue and James McKenna, No. 686, Côte des Neiges, and Louis Alphonse Lacombe, physician, No. 1 Fabre street, Montreal.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty ninth day of March, 1913, to associate to the commission of the peace for the district of Rimouski, Messrs. Sylvio Roch, physician, Lac-au-Saumon and Henri Garon, merchant, Causapscal, county of Matane.

1416

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec. }

F. LANGELIER

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the fifteenth April, one thousand nine hundred and thirteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the twenty seventh May next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the fifteenth April instant, and hereby convene you for the TWENTY SEVENTH of MAY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ;

WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this seventh day of April, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirteen, and in the third year of Our Reign.

By command,

1366

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

Avis du Gouvernement

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée par Hector Biron et autres, dans le comté de Saint-Maurice, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de la Pointe-du-Lac", et que son principal siège d'affaires est dans la municipalité de la paroisse de La Visitation de La Pointe-du-Lac.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, ce septième jour du mois d'avril, 1913.

JOS. ED. CARON,

1419 Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée par Philéas Laberge et autres, dans le comté de Québec, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Sainte-Foy", et que son principal siège d'affaires est en la paroisse de Sainte-Foy.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, ce neuvième jour du mois d'avril 1913.

JOS. ED. CARON,

1447 Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au Ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861, des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Montcalm, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Théodore-de-Chertsey".

JOS. ED. CARON,

Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.

Québec, 8 avril 1913.

1443

Québec, 28 mars 1913.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec par Joseph-Edouard Boivin, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la paroisse de Saint-Alexandre, comté et district d'Iberville, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoires et index de feus Jean-

Government Notices

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed by Hector Biron and others, in the county of Saint Maurice, under the name of "Pointe-du-Lac Cooperative Agricultural Association", and that its chief place of business, is in the municipality of the parish of La Visitation de la Pointe-du-Lac.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture and Roads of the province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the seventh day of April, 1913.

JOS. ED. CARON,

1420 Minister of Agriculture and Roads.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed by Philéas Laberge and others, in the county of Quebec, under the name of "Sainte Foy Cooperative Agricultural Association", and that its chief place of business is in the parish of Sainte Foy.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture and Roads of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this ninth day of the month of April, 1913.

JOS. ED. CARON,

1448 Minister of Agriculture and Roads.

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Montcalm, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmer's club of the parish of Saint Théodore de Chertsey".

JOS. ED. CARON,

Minister of Agriculture and Roads.

Quebec, 8th April, 1913.

1444

Quebec, 28th March, 1913.

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Joseph Edouard Boivin, esquire, notary public, practising and residing in the parish of Saint Alexandre, county and district of Iberville, by which he asks for the transfer, in his favor of the minutes, repertory and index of the late Jean Baptiste Hor-

Baptiste-Hormisdas Beauregard, Damase Carreau, Valfroi Vincelette, Clément Vincelette et Fénélon-Louis Mongeon, en leur vivant notaires publics, pratiquant en la ville d'Iberville, district susdit.

1311.3

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de mars 1913, constituant en corporation MM. Napoléon Drouin, marchand et manufacturier, Joseph Picard, manufacturier, George Adélaïde Bergeron, voyageur de commerce, Joseph Philéas Cantin, notaire, de Québec, et M. Joseph Arcadius Blais, gérant, de Lévis, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder, vendre, échanger, donner à bail, louer des propriétés mobilières et immobilières ;

Concéder à rente foncière, emphytéotique, ou autrement les propriétés immobilières de la compagnie ;

Eriger et entreprendre la construction de bâtiments, usines, ou autres travaux de même nature ;

Acquérir et posséder des intérêts ou actions dans d'autres compagnies incorporées et en disposer ;

Et en général exercer tous les pouvoirs conférés par la loi à semblables corporations et qui ne sont pas ci-haut spécialement mentionnés, sous le nom de "Parentville Realty Company, Limited", avec un capital de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1409

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mars 1913, constituant en corporation MM. Cléophas Brunet, plombier, Joseph Brunet, Alfred Pelletier, Hector Dubois, comptables, et Wenceslas Brunet, entrepreneur, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce et les travaux d'entrepreneurs plombiers, couvreurs, ferblantiers, poseurs d'appareils de chauffage à la vapeur, à l'eau chaude, au gaz, à l'air chaud ou à l'électricité, électriciens et poseurs d'appareils et de fournitures électriques de toutes sortes ;

Faire et entreprendre tous travaux de réparations, creusage, posage de canaux d'égoûts, tuyaux à l'eau, tuyaux de renvoi et faire tous contrats d'entreprise de travaux dans aucune des branches d'industrie ci-dessus énumérées ;

Acheter tous matériaux nécessaires ou utiles pour les fins ci-dessus mentionnées ; exécuter tous contrats d'ouvrage soit par soumission, soit à forfait, à la pièce ou à la journée ; engager et employer tous commis, teneurs de livres, hommes de métiers, journaliers, ou aides pour les fins de leur commerce ou de leurs entreprises ;

Acquérir par achat, échange, bail ou autre titre, et détenir, utiliser, vendre ou autrement aliéner soit en totalité soit en partie pour tels prix et à telles conditions qui pourront être agréées, toutes propriétés mobilières et immobilières, machineries, outillages, patentes, droits de brevets, marques de commerce, dessins industriels et marchandises de toutes sortes manufacturées ou non, et s'il devient nécessaire, avantageux ou utile, les hypothéquer ou les engager par voie de gage, nantissement, hypothèque ou autrement, soit en totalité, soit en partie, pour l'obtention de tous prêts ou avances, et ce aux termes et conditions posés par les prêteurs, signer, accepter, et endosser tous billets, traites, reconnaissances, effets de commerce, obligations, actes et documents requis pour ces fins ;

Hormisdas Beauregard, Damase Carreau, Valfroi Vincelette, Clément Vincelette et Fénélon Louis Mongeon, in their lifetime public notaries, practising in the town of Iberville, aforesaid district.

1312

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of March, 1913, incorporating Messrs. Napoléon Drouin, merchant and manufacturer, Joseph Picard, manufacturer, George Adélaïde Bergeron, commercial traveller, Joseph Philéas Cantin, notary, all of Québec, and Joseph Arcadius Blais, manager, of Lévis, for the following purposes :

To acquire, hold, sell, exchange, rent, lease moveable and immoveable property ;

To grant on ground rent, emphyteutic lease or otherwise the company's immoveable property ;

To erect and undertake the construction of buildings, shops and other works of the same kind ;

To acquire and hold interests or shares in other incorporated companies and dispose of same ;

Generally to exercise all the powers granted by law to similar corporations and which are not specially mentioned above, under the name of "Parentville Realty Company, Limited", with a capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1410

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the nineteenth day of March, 1913, incorporating Messrs. Cléophas Brunet, plumber, Joseph Brunet, Alfred Pelletier, Hector Dubois, accountants, and Wenceslas Brunet, contractor, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business and work of master plumbers, roofers, tinsmiths, installors of steam, hot water, gas, hot air or electric heating apparatuses, electricians and installors of all kinds of electric apparatuses and fixtures ;

To carry on and undertake any repair and digging work installation of sewers, waterpipes and drains and to contract for any works in any branches of the above mentioned trades ;

To purchase any materials necessary or useful for the above mentioned purposes ; to contract for any work either by tender, at a fixed price, by the piece or by the day ; to hire and employ any clerks, bookkeepers, tradesmen, laborers or helps for the purposes of its business or undertakings ;

To acquire by purchase, exchange, lease or other title and hold, utilize, sell or otherwise alienate either in whole or in part for such prices and on such conditions as may be agreed upon, any moveable and immoveable property, machinery, equipment, patents, patent rights, trade marks, manufacturing designs and goods of all kinds manufactured or non-manufactured, and if necessary, advantageous or useful hypothecate or encumber same by means of pledge or security, hypothec or otherwise, either in whole or in part for the obtaining of any loans or advances, and that on the terms and conditions fixed by the lenders, sign, accept and endorse any notes, drafts, bill lading, commercial instruments, obligations, deeds and documents required for such purposes ; to make any by-laws

faire tous règlements nécessaires pour la régie interne de la compagnie, avoir un sceau commun, ester en justice, poursuivre et être poursuivie devant toute cour de justice, ou d'équité ;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie engagée ou exerçant ou à la veille d'exercer ou entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre ou pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et faire des avances de deniers, garantir les entreprises ou autrement aider telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de cette compagnie et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou en disposer autrement ;

Acquérir toute industrie semblable à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer, et sa clientèle, aux termes et conditions qui seront agréés et notamment acquérir le fonds de commerce de marchandises, matériel roulant et bon vouloir de la société commerciale J. & C. Brunet & Compagnie, ainsi que son nom corporatif, sous le nom de "La Compagnie J. & C. Brunet, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1411 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1913, constituant en corporation MM. James O'Connor, restaurateur, Dame Bridget McDonnell, Francis O'Connor, gentleman, Dame George Clarke, et James McDonnell, gentleman, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et restaurateurs, et toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport ou accessoires à icelles, tel que chaises pour le cirage des chaussures, boutiques de barbier, conformément aux dispositions de la loi des barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de revues, magasins de cigares et de tabacs ;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, et de faire les affaires d'hôtel ou restaurant, avec ou sans les terrains et bâtisses servant ou destinés à leur exploitation et leur équipement, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie ;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autre titre, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et payer pour telles acquisitions de biens en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie ;

Vendre, échanger, louer tous ou aucun des meubles et immeubles, en disposer et en faire le commerce ;

Hypothéquer ses immeubles et engager ses meubles et emprunter de l'argent sur garantie d'iceux ;

Construire, maintenir et exploiter, sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants et autres bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises ;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débentures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation

necessary for the internal management of the company, to have a common seal, "ester en justice", to sue and be sued before any court of justice or of equity ;

To enter into partnership or into any agreement for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company engaged in or carrying on or about to carry on or undertake any business or transaction that the company is authorized to carry on or undertake or capable to be conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to make advances of money, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company and take over or otherwise acquire shares and securities of this company and sell, hold, reissue, with or without guarantee or otherwise dispose of same ;

To acquire any business similar to that which the present company is authorized to carry, and its goodwill, on the terms and conditions which may be agreed upon and specially, to acquire the stock of goods in trade, rolling stock and goodwill of the commercial firm of J. & C. Brunet & Compagnie, as well as its corporate name, under the name of "La Compagnie J. & C. Brunet Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1492 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of March, 1913, incorporating Messrs. James O'Connor, restaurant keeper, Mrs. Bridget McDonnell, Francis O'Connor, gentleman, Mrs. George Clarke, James McDonnell, gentleman, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on generally and in all its branches, the business of keepers of hotels and restaurants, and any other business, which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, in accordance with the provisions of the barbers acts, billard and pool room, newspaper and magazine depots, cigars and tobacco stores ;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings, used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings, and all other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company ;

To buy or otherwise acquire, or to hold, by lease or any other title, any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisitions of holdings in cash or in bonds or paid up shares of the company ;

To sell, exchange, dispose of lease or otherwise deal with all or any of its moveable and immoveable property ;

To hypothecate its immoveable and to pledge its moveable property and to borrow money upon the security thereof ;

To construct, maintain and exploit, upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed for the carrying out of the above undertakings ;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged

engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant toutes affaires susceptibles d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie ;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à la mise en opération d'aucun des susdits objets, sous le nom de "McGill Hotel Company", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1403

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Valérien Dominique Gauthier, télégraphiste, Napoléon Brousseau, chef de gare, J. Dominique Morin, rentier, tous de Courcelles, Beauce, Gédéon Morin, chef de train, de Sherbrooke, Alphonse Labrecque, marchand, de D'Israëli, Louis S. Nolet, mécanicien, de East Angus, résidant tous dans la province de Québec, dans les buts suivants :

Faire des exploitations ou recherches pour découvrir des mines et minerais ;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer, ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, d'en le but d'en extraire des minerais ou huiles quelconques ; donner une valeur marchande à ces huiles et minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ceux, des appareils mécaniques, des brevets d'inventions ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir et exploiter sur ces propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Exploiter les pouvoirs électriques et faire le commerce de l'électricité dans le comté de Lotbinière ;

Avoir le droit de se fusionner avec toute autre compagnie faisant des affaires analogues à celle-ci, dans l'intérêt de celle-ci pour mener à bonne fin ses entreprises et ce en vertu de la présente section ;

Fabriquer, acheter, vendre toutes espèces de produits, effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie et ouvriers ou autres personnes ;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires et chars nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer ;

Avoir droit de rémunérer, au moyen d'argent ou autrement, une ou des personnes pour services rendus à la compagnie ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire, une compagnie constituée en vertu de la présente section, et les payer, au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "La Compagnie

in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company ;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seemed advantageous to the carrying in effect of any of the above objects under the name of "McGill Hotel Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, the twenty seventh day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1404

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1913, incorporating Messrs. Valérien Dominique Gauthier, telegraph operator, Napoléon Brousseau, station master, J. Dominique Morin, "rentier", all of Courcelles, Beauce, Gédéon Morin, train master, of Sherbrooke, Alphonse Labrecque, merchant, of D'Israeli, Louis S. Nolet, engineer, of East Angus, all of the province of Quebec, for the following purposes :

To prospect and explore for mines and minerals.

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals or oils whatsoever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such mineral and oils merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

To acquire, leases, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein ; mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes ;

To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouse and stores necessary or useful to its operations ;

To exploit electric powers and deal with electricity in the county of Lotbinière ;

To have the power to amalgamate with any other company carrying on business similar to and in the interest of the above for the due carrying out of its undertakings and that in virtue hereof ;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandises, tools and apparatus required by the company and its workmen or other persons ;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels and cars necessary for its operations and for the transport of its products ;

To receive in payment for mineral lands, merchandise or work, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company and hold the same or dispose thereof ;

To have the power to remunerate, in cash or otherwise, any person or persons for services rendered in the company ;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charge appertaining thereto ;

To do all such acts and operations as are accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "La Com-

Houillère Saint-Apollinaire, Limitée", avec un capital de cent quatre-vingt dix-huit mille piastres (\$198,000.00), divisé en quatre vingt dix-neuf mille (99,000) actions de deux piastres (\$2.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Courcelles.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,

1427

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Louis Conrad Pelletier, avocat, C. R., Elzéar Doré, manufacturier, et Henri Doré, comptable, tous trois de la ville de Laprairie, Alvarès Doré, Eugène Doré, agents d'immeubles, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, acheter, posséder, vendre et louer des terrains et autres propriétés immobilières propres pour le commerce, manufactures, magasins, dépôts, résidences :

Pour développer et améliorer les dits terrains, construire des aqueducs, des pouvoirs électriques pour l'utilité des dits terrains, construire, bâtir et maintenir sur iceux des bâtisses, magasins, dépôts et autres constructions qui pourront servir dans le but ci-dessus mentionné, en disposer pour tel autre but ou autrement, faire toutes sortes d'opérations, de manufacture sur les terrains possédés par la dite compagnie ou dans les bâtisses construites sur iceux ;

Pour faire des avances à telles conditions et garanties qui pourront être convenues à chacune personne ou personnes qui pourront louer ou acheter aucune partie quelconque des dits immeubles ou bâtisses ;

Pour construire des bassins, entrepôts, élévateurs sur les immeubles possédés par la dite compagnie et de faire les affaires et opérations y appartenant avec pouvoir de charger des impôts et rentes pour l'usage des dits bassins, entrepôts et élévateurs, suivant qu'il aura été convenu avec la dite compagnie, ses employés et agents, et aucune personne ou personnes faisant affaires avec la dite compagnie ;

Pour diviser en lots à bâtir le tout ou en partie des immeubles possédés par la dite compagnie et de se servir d'aucune partie pour les fins d'amusements, en mettant à part une certaine partie de terre pour des parcs ou autres fins et de charger un prix d'entrée pour entrer sur les terrains de la dite compagnie ;

Pour disposer du dit terrain pour le meilleur avantage de la dite compagnie et de faire passer tous les autres actes et conventions, affaires et choses en rapport ou avantageuses au profit de tous les dits objets ou partie d'iceux ;

Acheter, prendre ou acquérir et détenir des actions, obligations ou débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie et établir, promouvoir ou aider autrement toute telle compagnie ou compagnies ;

Entrer en arrangements avec toutes administrations ou autorités municipales, locales ou autrement qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie, ou à aucun d'eux, et obtenir de toute telle administration ou autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera à propos d'obtenir, et faire, exercer tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous et aucun des biens et obligations de cette compagnie, ou pour toutes autres fins

pagnie Houillère Saint-Apollinaire, Limitée", with a capital stock of one hundred and ninety eight thousand dollars (\$198,000.00), divided into ninety nine thousand (99,000) shares of two dollars (\$2.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Courcelles.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of April, 1913.

C. J. SIMARD,

1428

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of April, 1913, incorporating Messrs. Louis Conrad Pelletier, advocate, K. C., Elzéar Doré, manufacturer, Henri Doré, accountant, all three of the town of Laprairie, Alvarès Doré and Eugène Doré, real estate agents, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire, purchase, hold, sell, lease lands and other immoveable properties suitable for business, manufactories, stores, depots and residences :

To develop and improve the said lands and construct water works, electric power houses for the use of the said lands, construct, build and maintain thereupon buildings stores, depots and other structures which may be useful for the above mentioned purposes and dispose of same for any other purpose or otherwise, to carry on any manufacturing operations on the lands held by the said company or in the buildings built thereupon ;

To make advances upon such conditions and securities as may be agreed upon to any person or persons who may lease, or purchase any part whatever of the said immoveables or buildings ;

To construct docks, warehouses, elevators on the immoveable property held by the said company, and to carry on the business and operations appertaining thereto, with power to charge tolls and rents for the use of the said docks, warehouses and elevators according as it may be agreed upon with the said company, its employees and agents, and any person or persons having dealing with the said company ;

To divide into building lots the whole or part of the immoveable property held by the said company, to use any part thereof for amusement purposes by setting aside a certain portion of land for parcs or other purposes, and to charge an entrance fee to enter on the lands of the said company ;

To dispose of the said lands to the best advantage of the said company, and to enter into and execute all the other acts, and agreements business and things in connection with or advantageous for all the said objects or any of them ;

To purchase, take or acquire and hold shares, bonds or debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies ;

To enter into arrangements with any governments and authorities municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such agreements, rights, privileges and concessions ;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purposes

qui peuvent paraître, directement ou indirectement propres au bénéfice de cette compagnie, et assumer et placer ou aider à placer le stock, obligations ou garanties de toute telle compagnie ou compagnies ;

Construire, maintenir et changer toutes bâtisses ou travaux nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie, et construire, posséder et mettre en opérations, des chars et autres véhicules mus par la vapeur, l'électricité ou autrement pour les fins de la compagnie ;

Placer les argents non immédiatement requis de la compagnie, en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps, et en faire le commerce ;

Émettre des actions acquittées, obligations ou débetures ou autres garanties en paiement ou partie de paiement pour toute propriété mobilière ou immobilière, meubles ou immeubles, services, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou concessions que cette compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou en partie de paiement d'iceux ou en échange pour actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie faisant des affaires semblables à celles de cette compagnie ou y ayant rapport ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui peuvent être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le paiement de toutes actions du capital de la compagnie ou toutes débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettre de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour action, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, entrepreneurs agents ou autrement, et par l'intermédiaire d'agents ou autrement soit seule ou conjointement avec autres ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer par dividendes ou autrement aucun des biens de la compagnie en espèce ou nature parmi les membres et en particulier des actions acquittées, débetures ou stock de débetures, de toute autre compagnie ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété mobilière ou immobilière et tous les droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de ses affaires, et les vendre selon qu'il sera jugé à propos, ou en disposer autrement, sous le nom de "La Compagnie des Terres Hautes de Laprairie", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,

1417

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en [date du deuxième jour d'avril 1913, constituant en corporation M. Henry Noël Chauvin, avocat, George Harold Baker,

which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company and to underwrite and place or assist in the placing of the stock, bonds or securities of any such company or companies ;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purpose of the company, and to construct, own and operate cars and other vehicles, propelled by steam, electricity or otherwise for the purposes of the company ;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may be from time to time determined ;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, moveable or immovable, services, rights, lease, business, franchises, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may legally acquire and in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To do all or any of the above things as principals, contractors, agents, or otherwise and by or through agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company in specie or kind, among the members and particularly paid up shares, debentures or debenture stock of any other company ;

Generally to purchase, take on, lease or in exchange, hire, or otherwise acquire any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and to sell or otherwise dispose of the same as may seem fit, under the name of "La Compagnie des Terres Hautes de Laprairie", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000 00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the said company, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this second day of April, 1913.

C. J. SIMARD,

1418

Deputy provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of April, 1913, incorporating Messrs. Henry Noël Chauvin, advocate, George Harold Baker, advocate, James

avocat, James Edward Coulin, avocat, Harold Earle Walker, avocat, et Christina Imrie, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et posséder améliorer, subdiviser, construire, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, et en disposer ;

Tracer des rues, ruelles, carrés ou terrains et en disposer aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, et faire et entrer en aucun arrangement ou contrat (avec toute personne, municipalité ou corporation) pour construire, niveler, paver, macadamiser et réparer des rues, chemins publics et trottoirs, ou pour construire, ouvrir et réparer des conduits, citernes, drains ou égouts, aider par des avances d'argent à la construction et l'entretien des chemins, rues, ruelles, aqueducs, drains, égouts et autres travaux destinés à donner un meilleur accès à la propriété de la compagnie et à augmenter sa valeur ;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'échange et le louage d'immeubles, et pour autres transactions de même nature ;

Prêter de l'argent aux clients, propriétaires de lot et autres ayant des affaires avec la compagnie ;

Prendre et détenir des hypothèques, obligations, garanties et charges sur propriété immobilière pour garantir toutes dettes dues à la compagnie ou avances faites par icelle ;

Faire les affaires de prêts et placements de toute sorte, à l'exception des affaires de banques ;

Agir comme agents et courtiers d'assurance ;

Faire toutes autres affaires soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie susceptibles d'être convenablement conduites en rapport aux susdits objets, ou destinées, directement ou indirectement à augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie, ou de les rendre profitables ;

Acquérir et assumer par achat, bail ou autrement toute ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant aucune des affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens propres aux fins de la compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou étant engagée ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou dans lesquelles elle est autorisée à s'engager, ou toutes affaires ou transactions susceptibles d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ; prêter de l'argent à toute telle personne ou compagnie, ou clients ou personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, détenir, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement ;

Acheter, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, obligations ou débiteures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et d'établir, promouvoir et aider autrement toute telle compagnie ou compagnies ;

Entrer en arrangements avec toutes administrations ou autorités municipales, locales ou autrement qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie, ou à aucun d'eux, et obtenir de toute telle administration ou autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera à propos d'obtenir, et faire exercer et exécuter tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Edward Coulin, advocate, Harold Earle Walker, advocate, and Christina Imrie, book keeper, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to hold, improve, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of moveables and immoveable property ;

To lay out and dispose of any streets, lanes, squares, or lands upon such terms and conditions as the company may think fit and to make and enter into any agreement or contract (with any person municipality or corporation) for constructing, grading, paving, macadamizing and repairing streets, highways and sidewalks or for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains, or sewers, to aid by advances of money to construction and maintenance of roads, streets, lanes, waterworks, drains, sewers and other works calculated to give better access to the property of the company and to enhance its value ;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange, and leasing of immoveables and for other transactions of a like nature ;

To loan money to clients, lot-owners, and others having business with the company ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges on real property to secure any debt due to or advances made by the company ;

To carry on loan and investment business of all kinds except banking business ;

To act as insurance agents and brokers ;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire and undertake by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, or customers or persons having dealings with the company and to take or otherwise, acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same ;

To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds or debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies ;

To enter into arrangements with any governments and authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such agreements, rights, privileges and concessions ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens et obligations de cette compagnie, ou pour toutes autres fins qui peuvent paraître, directement ou indirectement propres au bénéfice de cette compagnie, et assumer et placer ou aider à placer le stock, obligations ou valeurs de toute telle compagnie ou compagnies ;

Construire, maintenir et changer toutes bâtisses ou travaux nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie, et construire, posséder et mettre en opération des chars et autres véhicules mûs par la vapeur, l'électricité ou autrement pour les fins de la compagnie ;

Placer les argents de la compagnie non immédiatement requis, en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps, et en faire le commerce ;

Emettre des actions acquittées, obligations ou débentures ou autres valeurs en paiement ou partie de paiement pour toutes propriétés mobilière ou immobilière, meubles et immeubles, services, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoir, privilèges, licences ou concessions que cette compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou partie de paiement d'iceux ou en échange, pour actions, obligations débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant des affaires semblables à celle de cette compagnie ou y ayant rapport ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui peuvent être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le paiement de toutes actions du capital de la compagnie ou toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier pour actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, entrepreneurs, agents ou autrement, et par l'intermédiaire d'agents ou autrement, soit seule ou conjointement avec autres ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer par dividendes ou autrement aucun des biens de la compagnie en espèce ou nature parmi les membres et en particulier des actions acquittées, débentures ou stock de débentures de toute autre compagnie ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange louer ou acquérir autrement toute propriété mobilière ou immobilière et tous les droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de ses affaires, et les vendre selon qu'il sera jugé à propos, ou en disposer autrement ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront pas limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Fairview Land Company, Limited", avec un capital de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres \$100.00 chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour d'avril 1913.

1425

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

To promote any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company, and to underwrite and place or assist in the placing of the stock, bonds or securities of any such company or companies ;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary, or convenient for the purposes of the company and to construct, own and operate cars and other vehicles, propelled by steam, electricity or otherwise for the purposes of the company ;

To invest and deal with the monies of the companies not immediately required in such manner as may be from time to time determine ;

To issue paid-up shares, bonds or debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, moveable or immoveable, services, rights, lease, business, franchises, undertaking, power, privilege, licence, or concession which this company may legally acquire, and in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To do all or any of the above things as principals, contractors, or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company in specie, or kind, among the members and particularly paid up shares, debentures or debenture stock of any other company ;

Generally to purchase, take on, lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and to sell or otherwise dispose of the same as it may seem fit ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Fairview Land Company, Limited" with a capital stock of hundred thousands dollars (\$100,000.00), divided into thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of April, 1913.

1426

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1913, constituant en corporation MM. Donat Raymond, gérant, J. T. Rémus Laurendeau, financier, J. William Blanchet, marchand, tous trois de la cité de Montréal, et l'honorable J. Eugène Roberge, marchand, de Lambton, comté de Frontenac, province de Québec, conseiller législatif, et M. Olivier C. Morissette, marchand de bois, de la cité de Sherbrooke, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder des propriétés immobilières, vendre, louer, ou échanger ces mêmes propriétés en tout ou en partie, et les développer et améliorer de quelque manière que ce soit ;

Aider, au moyen d'avance, à la construction et au maintien de rues, aqueducs, canaux d'égouts et autres travaux d'améliorations destinés à rendre les propriétés de la compagnie plus accessibles et à en augmenter la valeur ;

Exercer généralement l'industrie de courtiers d'immeubles en toutes ses branches, et promouvoir et organiser des compagnies dans le but d'acquérir toute part d'affaires ou biens immeubles de la compagnie et exploiter toute autre affaire qui peut sembler profitable aux intérêts de la compagnie ;

Faire tous les actes, exercer tous pouvoirs, et faire toutes affaires se rattachant aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Montreal-Quebec Realty Company" avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1345.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq mars 1913, constituant en corporation MM. Onésime Baribeault, boucher, Pierre Déziel, ingénieur-mécanicien, Odilon Guillemette, ouvrier menuisier, Ferdinand Déziel, marchand de bois, Hector Matteau, ouvrier menuisier, Ferdinand Lafrenière, marchand, Patrick Garceau, journalier, tous de la paroisse de Saint-Elie de Caxton, dans le comté de Saint-Maurice, dans les buts suivants :

Acquérir, louer et posséder des immeubles, les vendre, louer, aliéner, hypothéquer ;

Faire commerce de nouveautés, de quincailleries, ferronneries, d'épicerie, provisions, foin, grains, chaussures, meubles et articles de fantaisie, et en général toute espèce de commerce, sous le nom de "La Compagnie Commerciale de Saint-Elie de Caxton," avec un capital de dix-neuf mille neuf cent soixante-quinze piastres (\$19,975.00), divisé en sept cent quatre-vingt-dix-neuf (799) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Elie de Caxton, district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1333.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1913, constituant en corporation MM. Jos. Émile Amable Decelles, courtier, de Montréal, Jos. Alfred Guertin, manufacturier, Alphonse Mar-

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of March, 1913, incorporating Messrs. Donat Raymond, manager, J. T. Remus Laurendeau, financier, J. William Blanchet, merchant, all three of the city of Montreal, and the Honourable J. Eugène Roberge, merchant, of Lambton, county of Frontenac, province of Quebec, member of the Legislative Council, and Mr. Olivier C. Morissette, lumber merchant, of the city of Sherbrooke, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise and hold real estate, the same to sell, lease or exchange in whole or in part, and develop and improve same in any manner whatsoever ;

To aid by way of advances in the construction and maintenance of streets, water works, sewers and other works of improvement calculated to give better access to, and under more profitable to company's property ;

Generally to carry on the business of real estate brokers in all its branches, and promote and organize companies for the purpose of acquiring any part of the business or real estate of the company and exploit any other business which may appear profitable to the company ;

To do all the acts exercise all the powers and carry on any business incidental to the objects for which this company is incorporated, under the name of "Montreal-Quebec Realty Company", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1346

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of March, 1913, incorporating Messrs. Onésime Baribeault, butcher, Pierre Déziel, mechanical engineer, Odilon Guillemette, joiner, Ferdinand Déziel, lumber merchant, Hector Matteau, joiner, Ferdinand Lafrenière, merchant, Patrick Garceau, laborer, all of the parish of Saint Elie de Caxton, in the county of Saint Maurice, for the following purposes :

To acquire, lease and hold real estate, sell, lease, alienate and hypothecate same ;

To deal in fancy goods, hardware, ironware, groceries, provisions, hay, grain, boots and shoes, furniture and fancy articles, and in general carry on all kinds of business, under the name of "La Compagnie Commerciale de Saint-Elie de Caxton", with a capital stock of nineteen thousand nine hundred and seventy five dollars (\$19,975.00), divided into seven hundred and ninety nine (799) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Elie de Caxton, district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1334

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of March 1913, incorporating Messrs Jos Émile Amable Decelles, broker, of Montreal, Jos. Alfred Guertin, manufacturer, Alphonse Marcotte, rentier,

cotte, rentier, Jean-Baptiste Boisclair, cultivateur, Harmen Provencher, cultivateur, tous de Grand Saint-Esprit, dans les buts suivants :

La manufacture de meubles de toutes sortes, de portes, de châssis, de moulures et autres ouvrages en bois ;

De faire le commerce en gros et en détail de toutes espèces de bois, de bois brut ou travaillé ainsi que le droit général de manufacturer toute sorte de bois sous toutes formes dans les limites égales permises ;

Il sera loisible aux actionnaires par un règlement approuvé par tous les actionnaires alors existants, de diviser ces actions en actions privilégiées, le droit de vote comme aux porteurs d'actions ordinaires ;

La dite compagnie projetée aura le droit d'émettre des débentures jusqu'à concurrence de la moitié du capital payé et emprunter au moyen des dites débentures, lesquelles ne seront pas moindres de cent piastres et pas plus de mille piastres, sous le nom de "Sainte-Monique Station Furniture Company, Limited", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera à Grand Saint-Esprit, Sainte-Monique Station.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,
1331.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mars 1913, constituant en corporation MM. Arthur H. Mackie, assureur, de Newark, N. J., Henry M. Atkinson, capitaliste, d'Atlanta Georgia, Herbert Jaques, architecte, de Boston, Mass., Hugh L. Bond, jr., avocat de Baltimore, Md., Herbert M. Brune, avocat, de Baltimore, Md., et Laura Sherwood Picking, veuve, de Baltimore, dans les buts suivants :

Etablir et maintenir un hôtel et ses accessoires à North Hatley, dans la province de Québec, sous le nom de "The Connaught Inn Company", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à North Hatley.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,
1327.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mars 1913, constituant en corporation MM. Geoffrey H. Turpin, courtier, Stephen Bateman White, gérant, William H. Draper jr, et Uldege Létourneau, commis, de Montréal, et Edward Fabre Surveyer, C. R., de la ville d'Outremont, dans le district de Montréal, dans les buts suivants :

Faire affaires comme agents et commerçants d'immeubles, y compris terrains, bâtisses et améliorations érigées et faites sur tels immeubles ou terrains, et comme agents et courtiers d'assurances ;

Acheter, louer ou acquérir autrement, posséder, vendre des terrains, bâtisses et autres propriétés mobilières et immobilières ou tout intérêt en ceux, ou en disposer autrement et en général faire les affaires et le commerce de toutes telles propriétés en aucune manière quelconque ;

Jean Baptiste Boisclair, farmer, and Harmen Provencher, farmer, all of Grand Saint Esprit, for the following purposes :

The manufacturing of furniture of all kinds, doors, sashes, mouldings and other articles of wood ;

To deal wholesale and retail in all kinds of wood, rough or dressed, as well as the power to manufacture all kinds of wood under all its forms within lawful limits ;

The shareholders may, by a by-law approved by all the shareholders then existing, divide the shares of the company into preferred stock with voting power attached thereto the same as common stock ;

The said projected company shall be authorized to issue debentures up to an amount equal to half of its paid up stock and to borrow by means of the said debentures, which debentures shall not be for less than one hundred dollars or more than one thousand dollars, under the name of "Sainte Monique Station Furniture Company Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Grand Saint Esprit, Sainte Monique Station.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of March, 1913.

C. J. SIMARD,
1332 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty six day of March 1913, incorporating Messrs. Arthur H. Mackie, insurance underwriter, of Newark, N. J., Henry M. Atkinson, capitalist, of Atlanta, Georgia, Herbert Jaques, architect, of Boston, Mass., Hugh L. Bone, jr., lawyer, of Baltimore, Md., Herbert M. Brune, lawyer, of Baltimore, Md., and Laura Sherwood Picking, widow, of Baltimore, Md., for the followings purposes:

To establish and maintain a country Inn and its accessories at North Hatley, in the province of Quebec, under the name of "The Connaught Inn Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at North Hatley.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty six March, 1913.

C. J. SIMARD,
1328 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteen March, 1913, incorporating Messrs. Geoffrey H. Turpin, stock broker, Stephen Bateman White, manager, William H. Draper, jr. and Uldege Létourneau clerks, of Montreal, and Edward Fabre Surveyer, K. C., of the town of Outremont, in the district of Montreal, for the following purposes.

To carry on business as real estate agents and dealers in real estate, including lands, buildings and improvements thereon and as insurance agents and insurance brokers ;

To purchase, lease or otherwise acquire, own, sell or otherwise dispose of lands, buildings and other properties moveable or immoveable, or any interest therein, and generally to deal and traffic in such property and in any manner whatsoever ;

Développer, améliorer, exploiter et tracer toutes telles propriétés en rues, carrés, ruelles, lots de subdivision ou autrement et construire des maisons, bâtisses et autres travaux sur les dites propriétés acquises par la compagnie ou sur toute partie d'icelles et en général développer et mettre à profit tous terrains ou autres biens acquis par la compagnie ou dans lesquels elle a des intérêts ;

Céder des rues, carrés ou terrains à toutes personnes ou municipalités, aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, et faire et conclure toute convention ou contrat pour paver, macadamiser, niveller, réparer, nettoyer et arroser des rues et chemins publics et pour construire, ouvrir et réparer des conduits, citernes, drains ou égouts ;

Avancer de l'argent au moyen de prêt ou prêts à l'acquéreur ou aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des biens de la compagnie dans le but de construire ou faire d'autres améliorations sur icelle et aider par des avances d'argent à la construction et l'entretien des chemins, rues, ruelles, aqueducs, drains, égouts et autres travaux destinés à donner un meilleur accès à la propriété de la compagnie et à augmenter sa valeur ;

Faire toutes autres affaires qui peuvent paraître à la compagnie de nature à être conduites en rapport avec ses affaires, ou destinées, soit directement ou indirectement, à augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitable ;

Acquérir, par achat, bail ou autrement, ou entreprendre la totalité ou partie des affaires, biens ou obligations de toute personne, société ou compagnie, ou des parts, obligations, débetures ou autres valeurs de toute compagnie faisant des affaires en tout ou en partie semblables à celles faites par cette ou possédant des biens propres aux fins de cette compagnie ;

Payer pour tous biens ou droits acquis par la compagnie soit en argent ou en actions acquittées ou par toutes valeurs que la compagnie a le pouvoir d'émettre, ou partie en une manière et partie en une autre ou autres, et généralement aux termes et conditions que la compagnie pourra déterminer ;

Faire des arrangements au sujet du partage des profits fusion des intérêts, co-opération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec tout gouvernement, autorité municipale ou locale, ou avec toute personne ou compagnie faisant ou étant engagée ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou s'engager, ou toute affaire ou transaction de nature à être conduite soit directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et soit avec ou sans garantie, garantir les contrats de toute telle personne ou compagnie, ou de toute personne ou compagnie, entreprenant de construire ou d'améliorer toute propriété dans laquelle la compagnie a des intérêts, ou leur prêter de l'argent ou autrement leur aider ;

Vendre, louer ou autrement disposer de toute l'entreprise, propriétés et biens de la compagnie, ou de toute partie d'iceux, pour telle considération et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des parts, débetures et valeurs de toute autre compagnie ;

Distribuer parmi les actionnaires en espèces au moyen de dividendes, primes ou en aucune autre manière jugée recommandable tous les biens de la compagnie, ou tous les produits de la vente ou de la disposition de tous biens de la compagnie ;

Faire toutes les affaires, actes et choses ci-dessus mentionnés, soit comme patrons, agents ou fidéicommissaires, ou au moyen ou par l'entremise de fidéicommissaires, agents ou autrement, et soit seul ou conjointement avec d'autre ou autres ;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement d'aucun des buts ou qui peuvent contribuer à l'acquisition d'aucun ou de plusieurs des objets ci-dessus énumérés, sous le nom de "Residential Sites Limited", avec

To develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, squares, lanes, sub-division lots or otherwise, and to erect houses, buildings and other constructions on the said property acquired by the company, or any part thereof and generally to develop and turn to account any lands or other property acquired by or in which the company is interested ;

To dispose of any streets, squares or lands in favor of persons or municipalities upon such terms and conditions as the company may think fit, and to make and enter into any agreement or contract for paving, macadamizing, grading, repairing, cleaning and watering streets and highways, and for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains and sewers ;

To advance money by way of, loan or loans to the purchaser or purchasers or lessees of any part of the company's property for purposes of building or other improvements thereon and to aid by advances of money the construction and maintenance of roads, streets, lanes, waterworks, drains sewers, and other works calculated to give better access to the property of the company and to enhance its value ;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or to undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person, firm or company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on any business in whole or in part similar to that carried on by this company or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To pay for any property or rights acquired by the company either in cash or in fully paid-up shares, or by any securities which the company has power to issue or partly in one mode or partly in another or others, and generally on such terms and conditions as the company may determine ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ; and to guarantee the contracts of, either with or without security or to lend money to, or otherwise assist any such person or company, or any person or company undertaking to build on or improve any property in which this company is interested ;

To sell, lease or otherwise dispose of the entire undertaking, property and assets of the company, or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular for the shares, debentures and securities of any other company ;

To distribute amongst the shareholders in specie by way of dividend or bonus, or any other manner deemed advisable, any property of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company ;

To carry on or do any of the business, acts and things aforesaid, either as principals, agents or trustees, or by or through the trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with another or others ;

To do all and everything necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of the purposes or conducive to the attainment of any one or more of the objects hereinbefore enumerated ; under the name of "Residential Sites Limited",

un capital de quatre-vingt-quinze mille piastres (\$95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mars 1913.

J. C. SIMARD,

1329.2

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de mars 1913, constituant en corporation MM. Robert Taschereau, Conseil en Loi du Roi, Thibaudau Rinfret, Conseil en Loi du Roi, Joseph Emile Billette, avocat, Arthur Reginal Whitney Plimsoll, avocat, Freddy Bernard, étudiant en droit, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder et développer tous terrains ou bâtisses quelconques, en disposer et exercer l'industrie d'immeubles ;

Acquérir par achat ou autrement, posséder, acheter, vendre, céder, louer, hypothéquer, grever, engager des immeubles ou autre propriété mobilière ou mixte ;

Arpenter, subdiviser, diviser, améliorer et développer des terrains dans le but des vendre ou autrement, et faire et exécuter toutes choses nécessaires ou légitimes pour l'amélioration et le développement de tels terrains pour fins de résidence, commerce ou affaires ;

Acheter, construire, louer, mettre en opération et maintenir des usines pour l'éclairage et le pouvoir électriques, bâtisses, constructions, machines, appareils, outillages, accessoires, servitudes et appartenances ;

Acheter, construire, louer, mettre en opération et maintenir des lignes de téléphone et pouvoir ;

Construire, acheter ou acquérir autrement, maintenir, réparer et mettre en opération des aqueducs, et louer, vendre ou donner à bail lots et droits, pouvoirs et privilèges d'eau ;

Acheter et vendre les actions, obligations et débetures de corporations municipales ou autres corporations de toute sorte, qu'elles soient garanties ou non par hypothèque, charge ou autrement, et toutes valeurs de la Puissance, de la province, de la Grande Bretagne, de pays étrangers, ou autres valeurs publiques ou privées, et faire des placements dans telles actions obligations, débetures et valeurs ;

Placer et affecter les argents de la compagnie non immédiatement requis en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps, et prêter tels argents en la manière quelconque qui aura été résolue de temps en temps ;

En général agir comme agents ou procureur pour la transaction des affaires, le placement, la perception et le paiement des deniers, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, engagements, obligations, effets, billets et autres valeurs ; agir comme agents pour enregistrer, émettre, contresigner et transporter des certificats de stock obligations, débetures et autres garanties de la Puissance du Canada, ou de toute province ou état, ou de toute corporation, société ou municipalité, et recevoir et administrer tout fonds d'amortissement d'iceux, aux termes et conditions qui pourront être convenus ;

Construire, entretenir, mettre en opération et louer des bâtisses et constructions convenables pour la réception et l'emmagasinage de biens personnels ou mobilier de toute sorte, agir comme agents, consignataires et dépositaires d'iceux et recevoir toutes sortes de biens mobiliers pour mettre en sûreté aux termes qui pourront être convenus et faire des prêts sur tels dépôts ;

Agir comme agence en association pour ou en faveur d'autres personnes, qui confient de l'argent pour prêt ou placement, et aussi pour garantir

with a capital stock of ninety five thousand dollars (\$95,000.00), divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1330

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of March, 1913, incorporating Messrs. Robert Taschereau, King's Counsel, Thibaudau Rinfret, King's Counsel, Joseph Emile Billette, barrister, Arthur Reginal Whitney Plimsoll, barrister, Freddy Bernard, student at law, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire, hold, develop and dispose of any lands or buildings whatsoever, and to carry on a real estate business ;

To acquire by purchase or otherwise, to hold, buy, sell, convey, lease, mortgage, encumber, hypothecate, real estate or other property personal or mixed ;

To survey, subdivide, plat, improve and develop lands for purposes of sale, or otherwise, and to do and perform all things needful and lawful for the improvement and development of the same for residences trade or business ;

To purchase, construct, lease, electric lighting and power plants, buildings, constructions, machinery, appliances, equipments, fixtures, servitudes and appurtenances ;

To purchase, construct, lease, operate and maintain telephone lines and power purposes ;

To construct, purchase or otherwise acquire, maintain, repair and operate water-works, and to lease, sell or rent water and water-rights and power and privileges ;

To buy, sell and invest in the stocks, bonds, debentures and obligations of municipal or other corporations of any kind, whether secured by mortgage, hypothec or otherwise, or not secured at all, and in Dominion, Provincial, British, Foreign or other public or private securities ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined, and to lend such moneys in whatever ways as may from time to time be decided upon ;

Generally to act as agents or attorneys for the transaction of business, investment, collection and payment of moneys, rents, interest, dividends, mortgages, hypothecs, bonds, bills, notes and other securities ; to act as agents for the purpose of registering, issuing and countersigning and transferring the certificates of stocks, bonds, debentures and other obligations of the Dominion of Canada, or of any province, or state, or of any corporation, association or municipality, and to receive and manage any sinking fund thereof on such terms as may be agreed upon ;

Construct, maintain, operate and lease suitable buildings and structures for the reception and storage of personal or moveable property of every nature and kind ; to act as agents, consignees and bailees thereof, and take all kinds of personal property for deposit in safe keeping upon such terms as may be agreed upon, and to make loans on the same

To act as an agency or association for or on behalf of others, who entrust with money for loan or investment, and also to secure the repayment

e remboursement du capital ou le paiement de l'intérêt, ou des deux, de tous deniers confiés à la compagnie pour placement, et dans le but de garantir la compagnie contre toute perte sur toute garantie, obligation, ou avances faites par la compagnie, recevoir et placer tous biens ou valeurs de toutes sortes transportés, engagés, hypothéqués, garantis, cédés, à la compagnie ou entreposés avec elle en rapport avec telle garantie, obligation, avance ou placement ;

Promouvoir ou aider à promouvoir toute autre compagnie, et dans ce but souscrire pour acheter et vendre des débetures, actions, débetures hypothécaires et valeur de telle compagnie, ou les hypothéquer ou engager, et employer autrement le crédit ou l'argent de la compagnie en aucune manière jugée avantageuse pour aucune des dites fins, soit en employant actuellement aucune partie des deniers de la compagnie pour telles fins ou en plaçant sur le marché, ou en garantissant et le paiement des intérêts et l'émission des parts, débetures, débetures hypothécaires, obligations ou valeurs de telle autre compagnie, et agir comme agent dans le but de collecter et réaliser ses valeurs et biens engagés, et clore et liquider les affaires de successions, personnes, sociétés, associations et corporations et faire tous les actes et choses nécessaires aux dites fins ou y ayant rapport ;

Examiner, auditer et faire rapport sur les livres, comptes, condition et état des corporations, sociétés ou personnes lorsqu'elle sera requise ou autorisée de le faire par telles corporations, sociétés et personnes, et aussi lorsqu'elle sera requise par un ordre d'une cour ayant juridiction compétente ;

Vendre les biens mobiliers et immobiliers détenus par la compagnie en aucune qualité fiduciaire, dûment autorisée tel que requis par la loi ou par l'acte de fidéi commis, ou en faire le commerce ;

En général demander, percevoir et recevoir toute rémunération consentie et raisonnable, frais légaux, ordinaires et coutumiers, charges et dépenses pour tous ou aucun des services passés ou futurs, devoirs ou choses rendus, examinés, ou faits conformément à aucun des pouvoirs de la compagnie ;

Vendre ou louer la totalité ou toute partie des biens et entreprises de la compagnie pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, ou autrement en disposer ;

Faire des arrangements pour le partage des profits ou fusion d'intérêts avec toute personne ou compagnie faisant ou étant engagée ou sur le point de faire ou de s'engager dans toutes affaires ou transactions que ou dans lesquelles cette compagnie est autorisée à faire ou s'engager, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toutes telles compagnies et les posséder, vendre, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou autrement en faire le commerce ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en argent tous les biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures ou autres garanties d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer, et faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs pour faire toutes affaires que la compagnie peut considérer comme étant propres à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est incorporée ; s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets, en tout ou en partie, que ceux de cette compagnie ;

Acheter, louer ou acquérir autrement toutes affaires ou objets semblables à aucune des affaires de la compagnie ou entrer en communauté d'intérêt avec toute autre compagnie ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront pas limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Regent Realities Limited", avec

of the principal, or the payment of the interest, or both, of any moneys entrusted with the company for investment, and for the purpose of securing the company against loss upon any guarantee or obligation, or any advances made by the company, to receive and dispose of any asset or security of any description, which is conveyed, pledged, hypothecate, mortgaged, or assigned to, or warehoused with the company in connection with such guarantee, obligation, advance or investment.

To promote or assist in promoting any other company, and for such purpose to subscribe for, buy and sell debentures, shares, mortgage debentures and securities of such company, or hypothecate or pledge them, and otherwise to employ the credit or money of the company, in any manner deemed expedient for any such purposes, either by actually employing any portion of the moneys of the company for such purposes, or by placing on the market, or guaranteeing the issue of, or the payment of interest on, the shares, debentures, mortgage debentures, obligations or securities of such other company ; and to act as agents for the purpose of collecting and converting into money its securities and properties pledged ; and to close and wind up the business of estates, individuals, persons, partnerships, associations and corporate bodies, and to do such incidental acts and things as are necessary for such purposes ;

To examine, report upon, and audit the books, accounts, condition and standing of corporations, partnerships and individuals when requested or authorized so to do by such corporations, partnerships and individuals, and also when required by an order of a court of competent jurisdiction ;

To sell or deal with real or personal property held by the company in any fiduciary capacity, duly authorized as may be required by law, or by instrument creating the trust ;

Generally to charge for, collect and receive all agreed and reasonable remuneration, legal, usual and customary costs, charges, and expenses for all or any of the past or future services, duties, of things rendered, observed, executed, or done, in pursuance of any of the powers of the company ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertakings of the company, or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities, of any other company ;

To enter into any arrangement for sharing profits, or union of interest, with any person, or company, carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business, or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to hold, sell, reissue, with or without guarantee or otherwise deal in the same.

To distribute among shareholders of the company in kind any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or other securities of other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of, and to do all acts, and exercise all powers, to carry on any business which the company may consider as being incidental to the proper fulfilling of the objects for which the company is incorporated ; to amalgamate with any other company having objects similar in whole, or in part, to those of the company ;

To purchase, lease, or otherwise acquire any business similar in character or objects, to any of the businesses of the company or to enter into any community of interest with any other company ;

The powers in each paragraph of the above to be in nowise limited, or restricted, by reference to, or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Regent Realities, Limited",

un capital-actions de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1347.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1913, constituant en corporation MM. Harry Wheaton Balsley, gérant, Syracuse, New York, Jessie Olrich Balsley, Syracuse, New York, Maurice Dodge Cranston, secrétaire, Toronto, Ontario, John Frederick Barry, Syracuse, New York, and William Howard Blizard, Toronto, Ontario, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre du bois, bois de construction, des minéraux, métaux et objets faits avec les produits ci-dessus, et aussi toutes sortes de marchandises et en faire le commerce, et particulièrement mais sans limiter les pouvoirs ci-dessus, manufacturer, acheter, vendre, réparer et faire le commerce de toutes sortes d'horloges à registre et à synchronisme et autres sortes d'horloges et appareils pour marquer le temps, sous le nom de "International Time Recording Company of Canada Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20 000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1395.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de mars 1913, constituant en corporation MM. Joseph Giguère, courtier, L. Nap. Michaud, médecin, J. Emile Simard, industriel, J. Auguste Tremblay, comptable, Raoul Desbiens, négociant tous d'Hébertville Station, dans les buts suivants :

Faire des opérations de prêts et placements de toutes sortes, sur hypothèques ou autres garanties, toutefois elle ne pourra prêter sous la garantie de lettres de change et de billets ;

Tenir un compte spécial coopératif de prêts et placements et recevoir des argents en dépôt, devant être portés sur ce compte et en retour, créer et émettre des certificats, suivant contrat, portant des numéros d'ordre correspondant à un rôle d'inscription à être tenu par la compagnie ;

Vendre et émettre des certificats de souscription au compte coopératif de la compagnie et portant un numéro d'ordre, à toutes personnes, fabriques, syndics d'église, corporations municipales ou scolaires, compagnies ou autres corps politiques et incorporés ;

Prêter ou emprunter de l'argent pour son compte ou pour le compte d'autres personnes, sur hypothèques et valeurs immobilières quelconques, et en garantir ou non le remboursement, aux conditions et termes jugés convenables ;

Faire des achats et ventes de biens immobiliers et spécialement et sans limites les termes ci-dessus, acquérir par voie de subrogation, ou de transport et vendre, engager et transporter toute créance, hypothécaire ou privilégiée, et en sus ;

Tout immeuble qui pourra être pris par elle en compromis ou paiement de toute dette précédente ;

Tout immeuble qui pourra être acheté par elle à toute vente judiciaire ou autres en foreclosure ou

with a capital stock of ninety nine thousand (\$99,000.00) dollars, divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1348

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth March, 1913, incorporating Messrs. Harry Wheaton Balsley, manager, Syracuse, New York, Jessie Olrich Balsley, Syracuse, New York, Maurice Dodge Cranston, secretary, Toronto, Ontario, John Frederick Barry, Syracuse, New York, William Howard Blizard, Toronto, Ontario, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of wood, timber, minerals, metals and articles made from any of the above and also any other kind of goods, wares and merchandise, and in particular, but without restricting the above, to manufacture, buy, sell, repair and deal in all kinds of time recording and synchronizing clocks and all other kinds of clocks and time recording machines, under the name of "The International Time Recording Company of Canada, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1396

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of March 1913, incorporating Messrs. Joseph Giguère, broker, L. Nap. Michaud, physician, J. Emile Simard, manufacturer, J. Auguste Tremblay, accountant, Raoul Desbiens, trader, all of Hébertville Station, for the following purposes :

To carry on, on hypothecs or other securities, loan and investment transactions of all kinds, without however loaning on the security of bills of exchange or notes ;

To keep special cooperative loan and investment accounts and receive money in deposit to be credited on these accounts and in return, create and issue certificates, according to contracts, bearing serial numbers corresponding to the inscription roll to be kept by the company ;

To sell and issue certificates for the cooperative account of the company and bearing serial numbers to any persons, fabriques, church syndics, municipal or school corporations, companies or other bodies politic and corporate ;

To loan and borrow money for itself or for other persons, on hypothecs and immoveable property whatsoever, and guarantee or not the repayment of same, on the conditions and terms deemed convenient ;

To make purchases and sales of immoveable property and specially, and without restriction from the above terms, acquire by means of subrogation or transfer, and sell, pledge and convey any mortgage or preferred claim, and moreover ;

Any immoveable which may be accepted by it as a compensation for or the payment of any previous claim ;

Any immoveable which may be purchased by it at any judicial or other foreclosure sale for the

pour l'exécution de toute créance, de toute hypothèque, de toute convention de la nature d'un gage ou d'une hypothèque acceptée ou acquise par la compagnie dans le cours régulier de ses affaires ;

Vendre toute hypothèque ou autre garantie ou propriétés mobilières ou immobilières possédées de temps à autre par la compagnie ;

Prendre en garantie ou acquérir, garder et posséder l'actif, les actions et les obligations d'autres compagnies, ou autres titres de créance ;

Construire des immeubles, acheter, louer ou sous-louer tels immeubles, sous le nom de "La Compagnie de Prêts et Placements du Lac Saint-Jean", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Hébertville Station.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1913.

C. J. SIMARD,

1355.2

Sous secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'aucun individu, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.- Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non les dimensions de ce pont-tournant.

60.- Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou

execution of any claim, hypothec or any agreement of the nature of a pledge or hypothec accepted or acquired by the company in the due course of its business ;

To sell any hypothec or other security or moveable or immovable property held at any time by the company ;

To take as security or acquire, keep and hold the assets, shares and obligations of other companies or other proofs of indebtedness ;

To construct immoveables, purchase, lease or sub-lease same, under the name of "La Compagnie de Prêts et Placements du Lac Saint-Jean", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Hébertville Station.

Dated at the office of the secretary of the province, this twenty eighth day of March, 1913.

C. J. SIMARD,

1356

Deputy Provincial Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege, or for any other

pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,
G. C. L.

753

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la

object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,
C. L. O.

7

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bill.

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing

propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et

Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Comm

comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que a copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,
Greffier de l'Assemblée Législative.

755

shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of by existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at the rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Legislative Assembly

756

Avis Divers

Cour Supérieure.—Bedford.—No 9031.

Dame Hermelia Berthiaume, du village de Roxton Falls, dans le district de Bedford, épouse de Uldéric Hébert, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Uldéric Hébert, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 1er avril 1913.

C. A. NUTTING,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 7 avril 1913. 1437

Lucie Poulin, épouse de Louis Denis, menuisier, de Québec, a, le 28 mars courant, intenté une action en séparation de biens.

DROUIN, DROUIN, SEVIGNY,

DROUIN & GRENIER,

1317.2 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 2596.

Dame Ernestine Bélanger, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Laliberté, du même lieu, a, le 4ème jour de mars 1913, institué une action en séparation de biens contre son mari, Samuel Laliberté.

BECEY BENOIT,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 5 mars 1913. 1335.2

Province de Québec, }
District de François. } Cour Supérieure.
No 638.

Georgiana Dufresne, du canton de Windsor, dans le district de Saint-François, épouse de Hormisdas Deguire, cultivateur, du même lieu,

Demanderesse ;

vs

Le dit Hormisdas Deguire, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

O'BREADY & PANNETON,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 19 mars 1913. 1319.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 325.

Dame Louisiana Boulais, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Edmond Hamel, laitier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Edmond Hamel, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

PELLETIER, LETOURNEAU,

& BEAULIEU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 19 mars 1913. 1313.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 3312.

Dame Felicetta Caressa, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Pasquale D'Ambrosio, entrepreneur plombier, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 8 mars 1913.

BEAUDRY & BEAUDRY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 12 mars 1913. 1127.5

Miscellaneous Notices

Superior Court.—Bedford.—No. 9031.

Dame Hermelia Berthiaume, of the village of Roxton Falls, in the district of Bedford, wife of Uldéric Hébert, of the same place, judicially authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

Uldéric Hébert, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the first April, 1913.

C. A. NUTTING,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 7th April, 1913. 1438

Lucie Poulin, wife of Louis Denis, joiner, of Québec, has, the 28th March instant, instituted an action for separation as to property.

DROUIN, DROUIN, SEVIGNY,

DROUIN & GRENIER,

1318 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No 2596.

Dame Ernestine Bélanger, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Laliberté, of the same place, has, on the 4th day of March, 1913, instituted an action for separation as to property against her husband, Samuel Laliberté.

BECEY BENOIT,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 5th March, 1913. 1336

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } Superior Court.
No. 638.

Georgiana Dufresne, of Windsor township, in the district of Saint Francis, wife of Hormisdas Deguire, farmer, of the same place,

Plaintiff ;

vs

The said Hormisdas Deguire, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

O'BREADY & PANNETON,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 19th March, 1913. 1320

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 325.

Dame Louisiana Boulais, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Edmond Hamel, milkman, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Edmond Hamel, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

PELLETIER, LETOURNEAU

& BEAULIEU,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 19th March, 1913. 1314

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 3312.

Dame Felicetta Caressa, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Pasquale D'Ambrosio, undertaker plumber, of the same place, has brought an action against her husband for separation as to property, the 8th March, 1913.

BEAUDRY & BEAUDRY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 12th March, 1913. 1128

No 657. Cour Supérieure. District de Saint-François.— Dame Marguerite Donahue, épouse commune en biens de Patrick G. Redmond, cultivateur, du canton de New Port, dit district, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ; contre le dit P. G. Redmond, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, Sherbrooke, 31 mars 1913.

LIONEL FOREST

1363.2 Procureur de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 3500.

Dame Marie Rose Délia Clouette, épouse commune en biens de Alfred Smith, charpentier menuisier, des cité et district de Montréal, et par jugement de cette cour dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

dit Alfred Smith, charpentier menuisier, des cité et district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

GROTHE & SYLVESTRE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 18 mars 1913. 1223.4

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } Cour Supérieure.
No 634.

Dame Octavie Deschambault, de la paroisse de Saint-Sauveur des Monts, comté de Terrebonne, veuve de feu Thimothée Rhéaume, et actuellement épouse séparée de biens de Alphonse Cyr, bourgeois, de la ville de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, et maintenant absent en des lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice.

Demanderesse ;

vs

Le dit Alphonse Cyr, Défendeur.
Une action en séparation de corps a été instituée en cette cause, le 7 mars 1913.

NANTEL & ROCHON,

Procureurs de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 13 mars 1913. 1155.5

Province de Québec, }
District d'Iberville. } Cour Supérieure.
No 12.

Dame Marie Louise Robidoux, de la paroisse de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, épouse de Victor Blais, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Victor Blais, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19ième jour de mars 1913.

JACQUES CARTIER,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 19 mars 1913. 1253.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 4221.

Dame Antoinette Paquette, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alfred Cadieux, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Alfred Cadieux, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur en cette cause.

LEONARD, PATENAUDE,

FILION & MONETTE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 mars 1913. 1179.4

No. 657. Superior Court. District of Saint Francis.— Dame Marguerite Donahue, duly authorize to "ester en justice aux fins des présentes", wife common as to property of Patrick G. Redmond, farmer, of the township of New Port, Plaintiff ; against the said P. G. Redmond, Defendant. An action for separation as to property has been instituted this day, Sherbrooke, 31st March, 1913.

LIONEL FOREST,

1364 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 3500.

Dame Marie Rose Délia Clouette, wife common as to property of Alfred Smith, carpenter and joiner, of the city and district of Montreal, and by judgment of this court, duly authorised "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Alfred Smith, carpenter and joiner, of the city and district of Montreal, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, this day.

GROTHE & SYLVESTRE,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 18th March, 1913. 1224

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } Superior Court
No. 634.

Dame Octavie Deschambault, of the parish of Saint-Sauveur des Monts, Terrebonne county, widow of Thimothée Rhéaume, and now wife of Alphonse Cyr, gentleman, of the parish of Saint-Jérôme, said county, and now absent from this province.

Plaintiff ;

vs

The said Alphonse Cyr, Defendant.
An action for separation from bed has been instituted in this case, the seventh day of March, 1913.

NANTEL & ROCHON,

Attorneys of the plaintiff.

Sainte Scholastique, 13th March, 1913. 1156

Province of Quebec, }
District of Iberville. } Superior Court.
No. 12.

Dame Marie Louise Robidoux, of the parish of Saint Jean, in the district of Iberville, wife of Victor Blais, of the same place, being duly authorized to "ester en justice",

Plaintiff ;

vs

The said Victor Blais, Defendant.
An action for separation as to property against the defendant has been instituted in this case, on the 19th of March, 1913.

JACQUES CARTIER,

Attorney for plaintiff.

Saint-Jean, 19th March, 1913. 1254

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No 4221.

Dame Antoinette Paquette, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alfred Cadieux, of the same place, and duly authorized to "ester en justice",

Plaintiff ;

vs

The said Alfred Cadieux, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

LEONARD, PATENAUDE,

FILION & MONETTE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th March, 1913. 1180

Canada, }
Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1018.

Dame Alma Langelier, épouse commune en biens de Joseph André Cloutier, de la cité de Québec, marchand modiste, judiciairement autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Joseph André Cloutier, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3 février 1913.

BERNIER & BERNIER,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 12 février 1913. 1231.4

Province de Québec.—District de Saint-François.—*Cour Supérieure.*—No 611.—Avis est par les présentes donné que Dame Amanda Brochu, de la ville de Scotstown, dit district, épouse commune en biens de Elzéar Bernier, commerçant, du même lieu, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens, après y avoir été dûment autorisée. Sherbrooke, 10 mars 1913. J. NICOL, procureur de la demanderesse. 1161.4

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure*

Dame Ernestine Champoux, de la ville et du district de Joliette, épouse de Ernest Condrain, restaurateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Ernest Condrain, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

ERNEST HEBERT,
Avocat de la demanderesse.

Joliette, 18 mars 1913. 1213.4

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 5479.

Dame Exilda Giguère, de Lanoraie, district de Joliette, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Régis Henault, cultivateur, du même lieu.

F. LEFEBVRE,
Avocat de la demanderesse.

Sorel, 17 mars 1913. 1227.4

District de Beauce. *Cour Supérieure.* No 1042. Georgienna Lemelin, épouse commune en biens de Anselme Labrecque, marchand, de Morissette Station, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Anselme Labrecque. Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 24 janvier 1913. REMI BOLDUC, procureur de la demanderesse. Saint-Joseph, Beauce, 1er février 1913. 1251.3

Province de Québec.—District des Trois-Rivières.—No 422.—*Cour Supérieure.*—Dame Alma Dufour, de la cité des Trois-Rivières, épouse de Albert Vadeboncoeur, journalier, de la cité des Trois-Rivières, étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Albert Vadeboncoeur, Défendeur. Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, ce troisième jour d'avril 1913.

DESILETS & DESILETS,
Procureurs de la demanderesse.

1399.2

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1018.

Dame Alma Langelier, wife common as to property of Joseph André Cloutier, of the city of Quebec, merchant milliner, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ; vs the said Joseph André Cloutier, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 3rd February, 1913.

BERNIER & BERNIER,
Attorneys for plaintiff.

Quebec, 12th February, 1913. 1232

Province of Quebec.—District of Saint Francis.—*Superior Court.*—No. 611.—Notice is hereby given that Dame Amanda Brochu, of the town of Scotstown, said district, wife common as to property of Elzéar Bernier, trader, of the same place, has, this day, sued her husband for separation as to property, after having been duly authorized. Sherbrooke, 10th March, 1913. J. NICOL, attorney for plaintiff. 1162

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*

Dame Ernestine Champoux, of the town and district of Joliette, wife of Ernest Condrain, restaurant-keeper, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Ernest Condrain, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

ERNEST HEBERT,
Attorney for plaintiff.

Joliette, 18th March, 1913. 1214

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 5479.

Dame Exilda Giguère, of Lanoraie, district of Joliette, has, this day, instituted and action for separation as to property against her husband, Régis Henault, of the same place, farmer.

F. LEFEBVRE,
Attorney for plaintiff.

Sorel, 17th March 1913. 1228

District of Beauce. *Superior Court.* No. 1042. Georgienna Lemelin, wife common as to property of Anselme Labrecque, merchant, of Morissette Station, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs the said Anselme Labrecque. An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 24th of January, 1913. REMI BOLDUC, attorney for plaintiff. Saint Joseph, Beauce, 1st February, 1913. 1252

Province of Quebec.—District of Three Rivers.—No. 422.—*Superior Court.*—Dame Alma Dufour, wife of Albert Vadeboncoeur, workman, of the city of Three Rivers, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs the said Albert Vadeboncoeur, Defendant. An action for separation as to bed and property has been instituted in this cause, this third day of April, 1913.

DESILETS & DESILETS,
Attorneys for plaintiff.

1400

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 212.

Dans l'affaire de La Banque Nationale,
Requérante ;

vs
Joseph Alfred Dessureault, Failli ;
et

Eugène S. de Carufel, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 25 avril 1913, date après laquelle le dividende sera payable à mon bureau, en la ville de Saint-Tite.

E. S. de CARUFEL,
Curateur.

Ville de Saint Tite, comté de Champlain, 4 avril 1913. 1413

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Romulus Bacon, épiciier, Berthier-ville.

Avis est par les présentes donné que, par un jugement de la cour supérieure, en date du 4 avril 1913, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du susnommé.

Toutes les réclamations assermentées devront nous être filées dans les 30 jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

55, Saint François Xavier, Montréal.
Montréal, 7 avril 1913. 1421

Dans l'affaire de J. U. Dagneault, marchand général, Burbridge, Qué.

Un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé et le dividende sera payable à mon bureau, le et après le vingt-quatre avril prochain, 1913.

J. E. COUTURE,
Curateur.
Hull, 9 avril 1913. 1433

Dans l'affaire de Joseph Desrosiers, épiciier, Hull.

Un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé et le dividende sera payable à mon bureau, le et après le vingt-quatre avril prochain, 1913.

J. E. COUTURE,
Curateur.
Hull, 9 avril 1913. 1431

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1934.

Dans l'affaire de Herber Molesworth Price, faisant affaires sous la raison sociale de "H. M. Price & Co., marchands, Québec, Insolvable.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge en chef Lemieux, rendu le 28 courant, nous avons été nommés curateurs conjoints, et MM. J. R. Ambrose, gérant de la Banque British North America, à Québec, H. E. Goodhue, surintendant de la Eastern Townships Lumber Co., de Sherbrooke, et J. W. Cook, avocat, de Montréal, inspecteurs aux biens de la dite faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont priées de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

A. F. C. ROSS,
EUGENE TRUDEL,
Curateurs conjoints.

Bureau de LaRue & Trudel,
98, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 29 mars 1913. 1455

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No 212.

In the matter of "La Banque Nationale",
Petitioner ;

vs
Joseph Alfred Dessureault, Insolvent ;
and

Eugène S. de Carufel, Curator

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 25th April, 1913, after which date dividends will be payable at my office, in the town of Saint Tite.

E. S. de CARUFEL,
Curator.

Town of Saint Tite, county of Champlain, 4th April, 1913. 1414

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*

In the matter of Romulus Bacon, grocer, Berthier-ville.

Notice is hereby given that, by a judgment of the superior court, dated the 4th of April, 1913, we have been appointed joint curators to the estate of the above named.

Sworn claims must be filed with me within 30 days from this notice.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

55, Saint Francis Xavier.
Montreal, 7th April, 1913. 1422

In the matter of J. U. Dagneault, general store, Burbridge, Que.

A first and final dividend sheet has been prepared and dividend will be payable at my office, on and after the twenty fourth April next, 1913.

J. E. COUTURE,
Curator.
Hull, 9th April, 1913. 1434

In the matter of Joseph Desrosiers, grocer, Hull.

A first and final dividend sheet has been prepared and dividend will be payable at my office on and after the twenty fourth April next, 1913.

J. E. COUTURE,
Curator.
Hull, 9th April, 1913. 1432

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
No. 1934.

In the matter of Herbert Molesworth Price, doing business under the firm name of "H. M. Price & Co., merchants, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of chief justice the Honorable judge Lemieux, rendered the 28th instant, we have been appointed joint curators, and Messrs. J. R. Ambrose, manager of the Bank of British North America, in Québec, H. E. Goodhue, superintendent of the Eastern Townships Lumber Co., of Sherbrooke, and J. W. Cook, advocate of Montreal, inspectors to the said estate.

All persons having claims against the said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

A. F. C. ROSS,
EUGENE TRUDEL,
Joint curators.

Office at LaRue & Trudel,
93, Saint Peter street, Québec.
Québec, 29th March, 1913. 1456

Province de Québec. }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de M. A. Gauvreau, (J. A. Lefebvre & Cie), Montréal, Insolvable.
 Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier dividende a été préparé dans cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 29 avril 1913, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

J. G. DUHAMEL,
 Curateur.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
 3, Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal, 8 avril 1913. 1441

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Delphis Lapointe, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 28 avril 1913, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

J. G. DUHAMEL,
 Curateur.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
 3, Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal, 8 avril 1913. 1439

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Geo. J. Plante, Montréal, Insolvable.

Un second et dernier dividende a été préparé en cette affaire, et sera ouvert à objection jusqu'au 28 avril 1913, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

VINCENT LAMARKE,
 Curateur.

Bureaux : 408, Edifice "Power".
 Montréal, 9 avril 1913. 1457

District de Montreal.

Dans l'affaire de Medard Caisse, entrepreneur, de Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 24 avril 1913, date après laquelle ce dividende sera payable à notre bureau.

EUGENE PREVOST,
 RODOLPHE BEDARD,
 Curateurs conjoints.

112, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 9 avril 1913. 1453

Province de Québec. }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No 470.

Dans l'affaire de T. Lafrance, marchand-tailleur, Québec, Failli.

Avis est par le présent donné que, le troisième jour d'avril 1913, le dit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens au bureau du protonotaire de la cour supérieure du-district de Québec.

PAUL J. VALENTINE,
 ROBERT STEWART,
 Gardiens provisoires.

Bureau de Robert Stewart,
 92, rue Saint-Pierre.
 Québec, 5 avril 1913. 1475

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
 No 6454.

Dans l'affaire de Joseph N. Soubhani, Saint-Gabriel de Brandon, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que, le neuvième jour d'avril 1913, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 It the matter of M. A. Gauvreau, (J. A. Lefebvre & Cie), Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet as been prepared in this matter, which will be open to objection until 29th April, 1913, after which date the dividend will be payable at my office.

J. G. DUHAMEL,
 Curator.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
 3, Notre Dame East, Montreal.
 Montreal, 8th April, 1913. 1442

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Delphis Lapointe, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be opened to objection until 29th April, 1913, after which date the dividend will be payable at my office.

J. G. DUHAMEL,
 Curator.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
 3, Notre Dame East, Montreal.
 Montreal, 8th April, 1913. 1440

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Geo. J. Plante, Montreal, Insolvent.

A second and final dividend has been prepared in this matter, and will be opened to objection until 28th April, 1913, after which date this dividend will be payable at my office.

VINCENT LAMARRE,
 Curator.

Office : 408, "Power" Bldg.
 Montreal, 9th April, 1913. 1458

District of Montreal.

In the matter of Medard Caisse, contractor, of Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 24th April, 1913, after which date this dividend will be payable at our office.

EUGENE PREVOST,
 RODOLPHE BEDARD,
 Joint curators.

112, Saint James street.
 Montreal, 9th April, 1913. 1454

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Superior Court.*
 No. 470.

In the matter of T. Lafrance, merchant tailor, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the third day of April, 1913, the said insolvent has made a judicial abandonment of his property at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Quebec.

PAUL J. VALENTINE,
 ROBERT STEWART,
 Provisional guardians.

Office of Robert Stewart,
 92, Saint Peter Street,
 Quebec, 5th April, 1913. 1476

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Superior Court.*
 No. 6454.

In the matter of Joseph N. Soubhani, Saint Gabriel de Brandon, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the ninth day of April, 1913, as per order of the court, I have been appointed curator to the estate of the above named insolvent, who has made a judicial

créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Joliette.

Les réclamations sous serment devront être déposées à mon bureau, sous trente jours de cette date, si non déjà déposées.

JOSEPH DESAUTELS,

Curateur.

Chambre 415, Bâtisse de la Dominion Express.

145, rue Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, 10 avril 1913.

1465

Province de Québec, }

District de Joliette. }

No 6381.

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Onésime Archambault, "Syndicat de Joliette," Joliette, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que j'ai préparé un premier et dernier bordereau de dividendes, sur le produit des biens meubles et immeubles, lequel sera payable à mon bureau, Chambre 415, Edifice de la Dominion Express, 145, rue Saint-Jacques, Montréal, le ou après le trentième jour d'avril 1913.

JOSEPH DESAUTEL,

Curateur.

Chambre 415, Edifice Dominion Express,

145, rue Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, 12 avril 1913.

1463

Province de Québec, }

District de Montréal. }

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Adolphe Dupras, boucher, de la ville de Verdun, Insolvable.

Avis vous est donné que, le 28ième jour de mars 1913, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du susnommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curateur.

Edifice Banque de Québec

No 11, Place d'Armes.

Montréal, 9 avril 1913.

1469

Province de Québec, }

District de Montréal. }

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Geo. Bourbonnais, manufacturier de beurre et fromage, de Rivière Beaudette, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 29 avril 1913, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curateur.

11 Place d'Armes, Montréal.

Montréal, 12 avril 1913.

1471

Province de Québec, }

District de Montréal, }

Cour Supérieure

Dans l'affaire de Edgar Viau (Viau & frères), marchand, de Montréal, Insolvable.

Avis est donné que le quinzième jour d'avril 1913, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau, sous un mois de cette date.

NAPOLEON ST-AMOUR,

Curateur.

Edifice Banque de Québec,

No 11, Place d'Armes.

Montréal, 9 avril 1913.

1467

abandonment of his property for the benefit of his creditors, in the office of the prothonotary for the superior court of the district of Joliette.

Sworn claims must be filed in my hands within thirty days from this date, if not already filed.

JOSEPH DESAUTELS,

Curator.

Room 415, Dominion Express Bldg.,

145, Saint James street, Montreal.

Montreal, 10th April, 1913.

1466

Province of Quebec, }

District of Joliette. }

No. 6381.

Superior Court.

In the matter of Onésime Archambault, "Syndicat de Joliette," Joliette, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that I have prepared a first and final dividend sheet, on the proceeds of the moveable and immovable properties, which will be payable at my office, Room 415, Dominion Express Building, 145, Saint James street, Montreal, on or after the thirtieth day of April, 1913.

JOSEPH DESAUTELS,

Curator.

Room 415, Dominion Express Bldg.,

145, Saint James street, Montreal.

Montreal, 12th April, 1913.

1464

Province of Quebec, }

District of Montreal. }

Superior Court

In the matter of Adolphe Dupras, butcher, of the town of Verdun, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 28th day of March, 1913, by an order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within a month from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,

Curateur.

Quebec Bank Building,

No. 11, Place d'Armes,

Montreal, 9th April, 1913.

1470

Province of Quebec, }

District of Montreal. }

Superior Court.

In the matter of Geo. Bourbonnais, butter and cheese maker, of Rivière Beaudette, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 29th day of April, 1913, after which date the dividend will be payable at my office

NAPOLEON ST. AMOUR

Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.

Montreal, 12th April, 1913.

1472

Province of Quebec, }

District of Montreal }

Superior Court.

In the matter of Edgar Viau (Viau Bros), merchant, of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the fifth day of April 1913, by an order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within a month from this date.

NAPOLEON ST-AMOUR,

Curator.

Quebec Bank Building,

No. 11, Place d'Armes.

Montreal, 9th April, 1913.

1468

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 268.

Dans l'affaire de Emile Sauvageau, commerçant, de la paroisse de Champlain,

Débiteur-insolvable ;
et

Alfredé Sauvageau,

Créancier requérant-cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Trois-Rivières.

S. DUGAL,
Gardien provisoire.

Desilets & Desilets,

Procureurs du gardien provisoire.

Trois-Rivières, 9 avril 1913.

1473

Licitations

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 8983.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure du dit district, siégeant à Sweetsburg, dans le dit district de Bedford, le 4ème jour d'avril courant, 1913, dans une cause dans laquelle Léon Bombardier est Demandeur, et François Bombardier *et al* sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble, désigné comme suit :

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent trois (203), aux plan et livre de renvoi officiels du canton d'Ely, dans le comté de Shefford, district susdit.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchériseur, le VINGTIÈME jour de MAI prochain (1913), à UNE heure de l'après-midi, dans la salle d'audience du palais de justice, dans le village de Sweetsburg, dans le dit district ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

C. A. NUTTING,

Procureur du demandeur.

Sweetsburg, 7 avril 1913.

1435

[Première publication, 12 avril 1913.]

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2962.

Dame L. Papineau,

Demanderesse ;

vs

C. Piché,

Défendeur.

Avis est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 12 mars 1913, dans une cause où Dame Louisa Papineau, épouse de Charles Piché, maître charretier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée aux présentes, est Demanderesse, et Charles Piché, maître charretier, est Défendeur, ordonnant la licitation.

1° D'un certain terrain ou emplacement ayant front sur l'avenue Palm, dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous le No 308, de la

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No 268.

In the matter of Emile Sauvageau, trader, of the parish of Champlain,

Insolvent-debtor ;

and

Alfredé Sauvageau,

Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtors, has this day, made, a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Three Rivers.

S. DUGAL,
Provisional guardian.

Desilets & Desilets,

Attorneys for provisional guardian.

Three Rivers, 9th April, 1913.

1474

Licitations

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8983.

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court for said district, sitting at Sweetsburg, in the said district of Bedford, on the 4th day of April, instant, 1913, in a cause wherein Léon Bombardier was Plaintiff, and François Bombardier *et al* were Defendants, ordering the licitation of a certain immovable property, described as follows :

An immovable known and designated as being lot number two hundred and three (203), of the official plan and book of reference of the township Ely, in the county of Shefford, said district.

The immovable property above designated will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTIETH day of MAY, next, 1913, at the hour of ONE of the clock in the afternoon, in the court room of the court house, at the village of Sweetsburg, in said district ; subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the specifications deposited in the prothonotary office of the said court ; and any opposition to annul, to secure charges and to withdraw to said licitation, must be deposited in the prothonotary office of said court, at least twelve days before the day fixed aforesaid, for the sale and adjudication ; and opposition for payment shall be filed during the six days after the adjudication, and being the parties in default of filing said opposition in the delays mentioned in those presents, they will be foreclosed from so doing.

C. A. NUTTING,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 7th April, 1913.

1436

[First published, 12th April, 1913.]

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2962.

Dame L. Papineau,

Plaintiff ;

vs

C. Piché,

Defendant.

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 12th March, 1913, in a cause in which Dame Louisa Papineau, wife of Charles Piché, master carter, of the city and district of Montreal, duly authorize for the presents, is Plaintiff, and Charles Piché, master carter, of Montreal, is Defendant, ordering the licitation of.

1. A certain lot of land or emplacement fronted on Palm Avenue, in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, under No. 308,

subdivision du lot officiel 1704, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal, mesurant 25 pieds de front par 100 pieds de profondeur, plus ou moins, et sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses ci-dessus construites.

2° Un autre terrain situé sur l'avenue Palm, en la cité de Montréal, mesurant 25 pieds de front par 100 pieds de profondeur, plus ou moins, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous le No 309, de la subdivision officielle du lot 1704, de la dite paroisse—avec les bâtisses ci-dessus construites, portant le numéro civique, 18, avenue Palm.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEPTIEME jour de MAI 1913, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, courtenante, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal, chambre No 31 ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

J. A. DAVID,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 2 avril 1913.

1357.2

[Première publication, 5 avril 1913.]

Province de Québec, }
District de Montréal, }
No 737.

Cour Supérieure.

O. Tellier dit Lafortune,

Demandeur ;

vs

M. Tellier dit Lafortune et al, Défendeurs.

Avis est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans et pour le district de Montréal, le 2ème jour d'avril 1913, dans une cause où Omer Tellier dit Lafortune, journalier, des cité et district de Montréal, Félicité alias Virginie Tellier dit Lafortune, épouse séparée de biens de Joseph Girard, commerçant, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, Bernadette alias Axilda Tellier dit Lafortune, épouse séparée de biens de Xiste Bousquet, cultivateur, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, tous deux de la paroisse de Saint-Sulpice, district de Joliette, sont Demandeurs ; et Médard Tellier dit Lafortune, Adema Tellier dit Lafortune, épouse séparée de biens de Maxime Malo, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Léopold Tellier dit Lafortune, Jules Tellier dit Lafortune, tant personnellement qu'en sa qualité de curateur d'Anthime Tellier dit Lafortune, Ludger Tellier dit Lafortune, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur d'Albert Tellier dit Lafortune et de Wilfrid Maurice Tellier dit Lafortune, enfants mineurs de feu Joseph Tellier dit Lafortune, tous des cité et district de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir :

Un terrain situé au quartier d'Hochelaga, en la cité de Montréal, mesurant 25 pieds de largeur sur une profondeur de 75 pieds, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise et formé de la plus grande partie sud-ouest du lot de terre connu et désigné sous le No 3, de la subdivision officielle du lot principal No 166, (partie sud-ouest 166-3), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, dans le comté d'Hochelaga, le dit terrain étant borné comme suit : en front par la rue Frontenac, en arrière par le résidu nord-est du dit lot No 166-3, d'une longueur de 47 pieds, d'un côté par le lot No 166-4, et d'autre côté

of the subdivision of official lot 1704, on the official plan and book of reference of the said parish of Montreal, measuring 25 feet in front by 100 feet in depth, more or less, and without guaranty of precise measure—with the buildings thereon erected.

2. An other lot of land situated on Palm Avenue, in the city of Montreal, measuring 25 feet in front by 100 feet in depth, more or less, and known and designated on the official plan and book and reference of the parish of Montreal, under No. 309, of the official subdivision of lot No. 1704, of the said parish—with the buildings thereon erected, and bearing civic number 18, Palm Avenue.

The immoveables hereinabove described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the SEVENTH day of MAY, 1913, at HALF PAST TEN o'clock of the forenoon, sitting the court, in room No. 31, on the court house, of the city of Montreal ; subject to the conditions of the judgment here in authorizing the sale, and subject to the charges and conditions mentioned in the specifications deposited in the prothonotary office of the said court ; and the opposition to annul, to secure charges and to withdraw to said licitation, must be deposited in the prothonotary office of said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and opposition for payment shall be filed during the six days after the adjudication ; and being the parties in default of filing said opposition in the delay mentioned in those presents, they will be foreclosed from so doing.

J. A. DAVID,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 2nd April, 1913.

1358

[First published, 5th April, 1913].

Province of Quebec, }
District of Montreal, }
No. 737.

Superior Court

O. Tellier dit Lafortune,

Plaintiff ;

vs

M. Tellier dit Lafortune et al, Defendants.

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 2nd day of April, 1913, in a cause in which (Omer Tellier dit Lafortune, laborer, of the city and district of Montreal, Félicité alias Virginie Tellier dit Lafortune, wife separated as to property of Joseph Girard merchant, and this last one to authorize his said wife, Bernadette alias Axilda Tellier dit Lafortune, wife separated as to property of Xiste Bousquet, farmer, and this last one to authorize his said wife both of the parish of Saint Sulpice, district of Joliette, are Plaintiffs, and Médard Tellier dit Lafortune, Adema Tellier dit Lafortune, wife separated as to property of Maxime Malo, and this last one to authorize his said wife for the purposes of these presents. Léopold Tellier dit Lafortune, Jules Tellier dit Lafortune, well as personally as in his quality of curator of Anthime Tellier dit Lafortune, Ludger Tellier dit Lafortune as well as personally as in his quality of tutor to Albert Tellier dit Lafortune and to Wilfrid Maurice Tellier dit Lafortune, minor children of late Joseph Tellier dit Lafortune, all of the city and district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of an immoveable designated as follows :

A lot of land situated in Hochelaga ward, in the city of Montreal, measuring 25 feet in width by a depth of 75 feet, english measure, more or less without guaranty of precise measure and formed by the greatest part south west of lot of land known and designated under No. 3, of the official subdivision of principal lot 166 (part S. W. 166-3), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, in the county of Hochelaga, the said lot of land being bounded as follows : in front by Frontenac street. in rear by the north east remainder of said lot No. 166-3, measuring 47 feet in length, on one side by lot No.

partie par l'arrière ligne du lot No 166-1, et partie par l'arrière ligne du lot No 166-2, du plan de la subdivision officielle. Sur la profondeur du dit terrain, 5 pieds doivent être pris pour former une ruelle privée avec le propriétaire d'en arrière qui doit en fournir la même quantité—avec les bâtisses ci-dessus érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SIXIEME jour de MAI 1913, à DIX heures et DEMIE du matin, cour tenante, dans la salle d'audience No 31, du palais de justice, à Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

CLEMENT ROBITAILLE,
Avocat des demandeurs.

72, Notre-Dame-Est, Montréal. 1361.2
Montréal, 2 avril 1913.
[Première publication, 5 avril 1913.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Arthabaska, à savoir: } OSCAR POTHIER,
No 7. } Demandeur; contre
JOS. L'HEUREUX, Défendeur.

Un emplacement étant toute la partie du lot numéro un, du onzième rang du canton de Wendover, qui se trouve comprise du côté sud-ouest du chemin public, vis-à-vis le pont de la rivière Nicolet; borné du côté sud-ouest par la dite rivière et par le terrain de Paul Laroque, de l'autre côté au nord-est par le chemin du onzième rang, à l'autre extrémité, au nord-ouest, par Oscar Lambert, et en avant, au sud-est, par le dit chemin public conduisant au pont traversant la dite rivière Nicolet et par le terrain du dit Paul Laroque, et faisant partie du lot numéro trois cent soixante-deux (p. 362), du cadastre officiel pour le comté de Drummond, canton de Wendover—avec une maison, un hangar et une étable y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Bon Conseil de Wendover, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain 1913, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 15 mars 1913. 1191.2
[Première publication, 22 mars 1913.]

166-4, and on the other side partly by the rear line of lot No. 166-1, and partly by the rear line of lot No. 166-2, on the plan of the official subdivision. On the depth of the said lot of land five feet must be taken to form a private lane with the proprietor in rear who is obliged to furnish the same quantity—with the buildings thereon erected.

The above described immoveable will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTH day of MAY, 1913, at HALF PAST TEN o'clock of the forenoon, sitting the court, in room No. 31, at the court house of city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and being the parties in default of filing such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

CLEMENT ROBITAILLE,
Attorney for plaintiffs.

72, Notre-Dame East, Montreal. 1362
Montreal, 2nd April, 1913.
[First published, 5th April, 1913.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Arthabaska, to wit: } OSCAR POTHIER,
No. 7. } Plaintiff; against JOS.
L'HEUREUX, Defendant.

An emplacement being all that part of lot number one, in the eleventh range of township of Wendover, which is comprised on the north west side of the highway, opposite the bridge on the Nicolet river; bounded on the south east side by the said river and by the land of Paul Laroque, on the other side to the north east by the eleventh range road, at the other end, to the north west, by Oscar Lambert, on the front, to the south east, by the said highway leading to the bridge crossing said Nicolet river and by the land of said Paul Laroque, and being part of lot number three hundred and sixty two (p. 362), of official cadastre for the township of Wendover, county of Drummond—with a dwelling house, shed and stables thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame du Bon Conseil of Wendover, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, 1913, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSSIGNANT,

Sheriff's office. Shérif.
Arthabaska, 15th March, 1913. 1192
[First published, 22nd March, 1913.]

Ventes par le Sherif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } LOUIS NAPOLEON
District de Beauharnois. } MASSON, bourgeois,
No 2331. } de la cité de Salaberry
de Valleyfield, Demandeur; vs REMI S. JORON,
notaire, de la cité de Salaberry de Valleyfield, en
sa qualité de curateur à la succession vacante de feu
Murdock McDonald, en son vivant cultivateur, du
canton de Dundee, dit district, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur, ès-qualité :

Un morceau de terre sis et situé dans le canton de Dundee, et connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels, sous le No 6 B, du premier rang du dit canton—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Agnès de Dundee, dans le comté de Huntingdon, district de Beauharnois, VENDREDI, le SEIZIEME jour de MAI prochain 1913, à ONZE heures de l'avant-midi,

JEAN-BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 8 avril 1913. 1445
[Première publication, 12 avril 1913.]

Ventes par le Sherif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec, } GEORGE P. E. FORTIN,
District de Bedford. } Demandeur; contre
No 3278. } ALBERT CORDEAU, Dé-
fendeur, et Isaïe Landry, curateur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en cette cause (excepté un centrifuge Alpha No 1, avec turbine complète et accessoires), qui avait été annoncée pour avoir lieu à la porte de la bâtisse servant au culte divin pour la congrégation de la paroisse de Saint-Damien, dans la ville de Bedford, dans le district de Bedford, le onzième jour de juin 1910, à une heure de l'après-midi, aura lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien, dans la ville et district susdit, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL 1913, à UNE heure de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 14 mars 1913. 1171.2
[Première publication, 22 mars 1913.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } LOUIS NAPOLEON
District of Beauharnois. } MASSON, "bour-
No. 2331. } geois", of the city of
Salaberry de Valleyfield, Plaintiff; vs REMI S. JORON, notary, of the city of Salaberry de Valleyfield, in his quality of curator to the vacant estate of the late Murdock McDonald, in his lifetime farmer, of township Dundee, aforesaid district, Defendant.

As belonging to the defendant "ès-qualité":

A piece of land being and situate in the township of Dundee, and designated on the official plan and in the official book of reference, under No. 6-B, of the first range of the said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Agnès de Dundee, in the county of Huntingdon, district of Beauharnois, on FRIDAY, the SIXTEENTH day of MAY next, 1913, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN BTE D'AMOUR,

Sheriff's office, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 8th April, 1913. 1446
[First published, 12th April, 1913.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, } GEORGE P. E. FORTIN,
District of Bedford. } Plaintiff; against AL-
No. 3278. } BERT CORDEAU, De-
fendant, and Isaïe Landry, curator.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause (save and except one centrifuge Alpha No. 1, with turbine complete and its accessories), formerly announced to take place at the door of the building used for divine worship by the congregation of the parish of Saint Damien, in the town of Bedford, in the district of Bedford, on the eleventh day of June, 1910, at the hour of one of the clock in the afternoon, will take place at the church door of the parish of Saint Damien, in said town and district, on the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1913, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Shérif.
Sweetsburg, 14th March, 1913. 1172
[First published, 22nd March, 1913.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

Sheriff's Sales—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, à savoir : } **ARTHUR LABRIE, es-**
No 2091. } **qualité ; contre ER-**
NEST PERKON, de Saint-Charles Borromée.

1° Tout ce lopin de terre formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel pour le canton Bourget, sous le numéro 33, du premier rang de ce canton, lequel mesure 110 pieds de largeur de l'est à l'ouest, et 300 pieds de profondeur du sud au nord, et est borné vers le sud par le terrain des représentants de Alfred Nepton, vers le nord par le terrain de Jean Vachon, vers l'est par le terrain de Elzéar Gauthier—avec bâtisses, appartenances et dépendances.

2° Tout ce lopin de figure irrégulière, formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du dit canton Bourget, sous le numéro 32-B, du premier rang de ce canton ; borné vers l'ouest partie au terrain ci-dessus désigné et partie au terrain de M. Vachon, vers le nord au terrain de Elzéar Gauthier, suivant la clôture actuelle, vers l'est par le ruisseau descendant sur le dit lot 32-B, et suivant la berge du côté est de ce ruisseau, et vers le sud par une ligne parallèle au chemin de front et distante de 213 pieds du côté nord de ce chemin, avec dépendance. De plus, le terrain sur lequel se trouve l'écluse actuelle servant à barrer le ruisseau susdit du côté nord du terrain décrit en dernier lieu, avec en plus le droit d'élever le niveau de cette écluse de 9 pouces, et aux fins d'utiliser cette écluse, de laisser monter l'eau en aval sur le terrain de M. Gauthier, qui s'est engagé à ne réclamer aucune indemnité pour l'usage de ce terrain, avec en outre le droit de se servir de la route actuelle, d'une largeur d'environ 18 pieds, conduisant du chemin public au terrain sus-décrit, pour l'usage aussi du public pour se rendre au moulin à scie, aux charges de renclorre le terrain des côtés nord-est et sud, d'un pontage en croutes en aval de l'écluse, et d'un chemin pour l'utilité de M. Elzéar Gauthier et sa famille, et jusqu'à ce que le dit lot soit vendu par M. Gauthier, ce dit chemin devant être fait sur le lot vendu à Eugène Perron—ainsi que le moulin à scier et ses accessoires, grange et étable, dalles, écluses, moulanges, chaînes et outils.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Charles Borromée, le **VINGTIÈME** jour de **MAI** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office,

Chicoutimi, 8 avril 1913.

[Première publication, 12 avril 1913].

Sheriff.

1459

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, to wit : } **ARTHUR LABRIE, es-**
No. 2091. } **QUALITÉ, against**
ERNEST PERRON, of Saint Charles Borromée.

1. The whole of that small lot of land forming part of the lot known and designated on the official cadastre for township Bourget, under number 33, of the first range of the said township, said small lot measuring 110 feet in width from east to west, and 300 feet in depth from south to north, and is bounded towards the south by Alfred Nepton's representatives' lot of land, towards the north by Jean Vachon's lot of land, towards the east by Elzéar Gauthier's lot of land—with buildings, appartenances and dependencies.

2. The whole of the small lot of land of irregular outline, forming part of the lot known and designated on the official cadastre for the said township Bourget, under number 32 B, of the first range of the said township ; bounded towards the west partly by the aforesaid lot and partly by Mr. Vachon's land, towards the north by Elzéar Gauthier's land, following the existing fence, towards the east by the brook flowing through the said lot and following the east bank of the said brook, and towards the south by a line parallel to and at a distance of 213 feet to the north side of the front road, with dependencies. Moreover, the land upon which is erected the existing dam used for damming the aforesaid brook on the north side of the lot of land lastly described, with an addition thereto the right to raise the level of the dam nine inches, and for the purpose of using the same dam, to let the water rise in the direction of the stream on Mr. Gauthier's land, who has pledged himself not to claim any indemnity for the use of this land, with also in addition thereto the right to use the present road of about 18 feet in width, leading from the public road to the above described land and also used by the public to go to the saw-mill, subject to the fencing of the land on the north east and south sides, the building of a slabbridge below the dam and a road for the use of Mr. Elzéar Gauthier and his family, and until the said lot be sold by Mr. Gauthier, this said road to be built on the lot sold to Eugène Perron—with the saw-mill and its accessories, barn and stable, sluices dams, millstones, chains and implements.

To be sold at the church door of Saint Charles Borromée, on the **TWENTIETH** day of **MAY** next, at **ONE** o'clock in the afternoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff office,

Chicoutimi, 8th April, 1913.

[First published, 12th April, 1913.]

Sheriff.

1460

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Canada, Province de Québec, District d'Iberville, No. 4381. } **LA SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**, corps politique et incorporé, ayant son principal siège d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; vs "**THE SAINT JOHNS LAND AND BUILDING COMPANY, LIMITED**", corps politique et incorporé, ayant son principal siège d'affaires en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Défenderesse, savoir:

1° Un emplacement sis et situé au coin sud-ouest des rues Saint-Louis et Champlain, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro deux cent vingt-trois (No 223)—avec une maison en briques et autres bâtisses dessus construites.

2° Un terrain sis et situé au côté est de la rue Champlain, en la ville de Saint-Jean susdite, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cinquante-quatre (No 54)—avec les bâtisses y érigées.

3° Un terrain sis et situé au côté sud de la rue Saint-Charles, dans la dite ville de Saint-Jean, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro soixante et trois (No 63)—avec une bâtisse en briques servant de manufacture et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendus en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le **QUATORZIÈME** jour du mois de **MAI** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif,
Saint-Jean, 5 avril 1913,

Shérif.
1451

[Première publication, 12 avril 1913].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **LA VILLE DE SAINT-JEAN**, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demanderesse; contre les terres et tenements de **DAME EVELINE BOUCHARD**, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, veuve de feu Absolon Prairie, Défenderesse.

Un terrain sis et situé à l'angle sud-est des rues Saint-Charles et Jacques-Cartier, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cent soixante et dix (No 170)—avec une maison en briques et autres bâtisses y érigées.

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Canada, Province of Quebec, District of Iberville, No. 4381. } **LA SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**, body politic and incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs **THE SAINT JOHNS LAND AND BUILDING COMPANY, LIMITED**, body politic and corporate, having its principal place of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Defendant, to wit:

1. An emplacement lying and situate at the south west corner of Saint Louis and Champlain streets, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number two hundred and twenty three (No. 223)—with a brick house and other buildings thereon erected.

2. A piece of ground lying and situate on the east side of Champlain street, in the said town of Saint Johns, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number fifty four (No. 54)—with the buildings thereon erected.

3. A piece of ground lying and situate on the south side of Saint Charles street, in the said town of Saint Johns, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number sixty three (No. 63)—with a brick house being used as a factory and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the **FOURTEENTH** day of the month of **MAY** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office,
Saint Johns, 5th April, 1913.

Sheriff.
1452

[First published, 12th April, 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: } **THE TOWN OF SAINT JOHNS**, body politic and corporate, having its seat of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff; against the lands and tenements of **DAME EVELINE BOUCHARD**, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, widow of the late Absolon Prairie, Defendant.

A piece of ground lying and situate at the south east corner of Saint Charles and Jacques Cartier streets, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number one hundred and seventy (No. 170)—with a brick house and other buildings thereon erected.

Pour être vendu en mon bureau, au palais de justice, en la ville de Saint-Jean, la TREIZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 8 avril 1913. 1449
[Première publication, 12 avril 1913.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **LA CORPORATION DE LA**
No 6405. } **PAROISSE DE SAINT-**
ALPHONSE DE RODRIGUEZ, Demanderesse ;
contre **EDWARD MCCARVILL**, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Alphonse de Rodriguez, connue aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de cette paroisse, comme étant le lot numéro trois B (No 3 B), du troisième rang des Augmentations Kildare, contenant en superficie environ cent cinq (105) acres de terre, plus ou moins ; bornée devant aux terres du deuxième rang, derrière à celle du demi-rang des dites Augmentations, d'un côté à Dame Julie Brien dit Desrochers ou représentants, et de l'autre côté au défendeur ou représentant.

Un immeuble étant la moitié du côté est du lot numéro quatre A (No 4 A), du troisième rang des Augmentations de Kildare, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, ayant cette moitié environ cinq arpents de largeur sur treize (13) de profondeur, plus ou moins—avec un terrain et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alphonse de Rodriguez, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 17 mars 1913. 1181.2
[Première publication, 22 mars 1913.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Montmagny, à savoir : } **EUGENE BOUFFARD**,
No 1108. } **Demandeur ;** contre
JOSEPH BOUTIN, cultivateur, de Sainte-Sabine,
Défendeur.

1° La juste moitié nord-ouest du lot numéro quarante-quatre, du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Bellechasse, comté de Bellechasse, contenant environ cinquante acres.

2° Le lot numéro quarante-trois, du cadastre officiel pour le deuxième rang du susdit canton Bellechasse, moins un quart d'arpent de large sur la profondeur du lot, à distraire du côté sud-ouest du dit lot, appartenant à la Cie Tanguay & Chabot ; sujet toutefois à la vente de coupe de bois pour vingt ans consentis à Tanguay, Chabot & Cie, devant le notaire Rouleau, le 26 mai 1908—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the THIRTEENTH day of the month of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Johns, 5th April, 1913. 1450
[First published, 12th April, 1913.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette to wit : } **THE CORPORATION OF**
No. 6405. } **THE PARISH OF SAINT-**
ALPHONSE DE RODRIGUEZ, Plaintiff ; against
EDWARD MCCARVILL, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint-Alphonse de Rodriguez, known on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said parish, as being lot number three B (No. 3 B), of the third range of the Gores of Kildare, containing in superficies about one hundred and five (105) acres of land, more or less ; bounded in front by the lots of the second range, in the rear by those of the last rang of the said Gores, on one side by Dame Julie Brien dit Desrochers or representatives, and on the other side by the plaintiff or representative.

An immoveable being the east half of lot number four A (No. 4 A), of the third range of the Gores of Kildare, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, the said half containing about five arpents in width by thirteen (13) in depth, more or less—with a house and buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Alphonse de Rodriguez on the TWENTY FOURTH day of APRIL next, on ONE o'clock in the afternoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Shérif.
Joliette 17th March, 1913. 1182
[First published, 22nd March, 1913.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce.

Montmagny, to wit : } **EUGENE BOUFFARD**,
No. 1108. } **Plaintiff ;** against
JOSEPH BOUTIN, farmer, of Sainte Sabine,
Defendant.

1. The exact north west half of lot number forty four, of the official cadastre for the second range of the township Bellechasse, county of Bellechasse, containing about fifty acres.

2. Lot number forty three of the official cadastre for the second range of the aforesaid township of Bellechasse, minus a quarter of an arpent in width on the depth of the lot, to be taken from the south west side of the said lot, belonging to the Cie Tanguay & Chabot ; subject however to the sale of the cut of timber for twenty years in favor of Tanguay, Chabot & Cie, before notary Rouleau, on the 26th May, 1908—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Sabine, le TREIZIEME jour de MAI prochain (1913), à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif,

Montmagny, 9 avril 1913.

[Première publication, 12 avril 1913].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny à savoir : } **ERASME CARON**, cul
No 154. } tivateur, de Saint-Damase, Demandeur ; contre **THE QUEBEC CONTRACTING CO.** corps politique et incorporé, ayant son principal établissement d'affaires à l'endroit appelé Le Bras d'Apic, comté de l'Islet, Défendeur ; et M^{re} Maurice Rousseau, procureur distrayant.

1° Les lots numéros quatre et cinq, connus et désignés au cadastre officiel du rang A, du canton Fournier, dans le comté de l'Islet, contenant environ deux cents acres en superficie.

2° Un demi lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du rang A, du canton Ashford, comté de l'Islet ; borné nord à Pierre Blier, sud à Philéas Pelletier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damase, le QUINZIEME jour de MAI prochain 1913, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du Shérif,

Montmagny, 9 avril 1913.

[Première publication, 12 avril 1913].

To be sold at the church door of the parish of Sainte Sabine, on the THIRTEENTH day of MAY next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY.

Sheriff's office.

Montmagny 9th April, 1913.

[First published, 12th April, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny

Montmagny, to wit : } **ERASME CARON**, farm-
No 154. } er. of Saint-Damase, Plaintiff ; against **THE QUEBEC CONTRACTING CO.**, a body politic and corporate, having its chief place of business at the place called "Le Bras d'Apic", county of L'Islet, Defendant ; and M^{re} Maurice Rousseau, attorney distrayant.

1. The lots known and designated under numbers four and five, of the official cadastre of range A, of township Fournier, in the county of L'Islet, containing about two hundred acres in superficies.

2. The half of the lot of land known and designated on the official cadastre of range A, township Ashford, county of L'Islet ; bounded to the north by Pierre Blier, to the south by Philéas Pelletier—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Damase, on the FIFTEENTH day of MAY next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office,

Montmagny, 9th April, 1913.

[First published, 12th April, 1913.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **HARRY T. FLYNN**,
No 3411. } Demandeur ; contre

THE MANIWAKI & RIVER DESERT SKATING RINK ASSOCIATION, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre faisant partie des lots de terre numéros un et deux (1 et 2), du rang de front de la Rivière Désert, dans le canton de Maniwaki, district d'Ottawa, situé sur la ligne ou limite est de la réserve pour chemin le long de la dite Rivière Désert, en l'emplacement du village de Maniwaki, contenant soixante-six centièmes d'un acre, plus ou moins, commençant sur le dit lot de terre numéro un, à cinq chaînes au sud-ouest de l'intersection de la dite ligne ou limite est de la dite réserve pour chemin, le long de la Rivière Désert, avec la ligne ou limite sud-ouest du lot de terre No 191, où se trouve le point de départ, à cette distance de cinq chaînes, et ayant les mesures suivantes, savoir : du point de départ dans une direction sud trente-trois degrés et trente minutes est, ou une ligne tirée du point de départ au coin sud-est du lot de terre No 110, à l'intersection des rues VanKoughnet et Notre-Dame, quatre chaînes, de là sud cinquante-six degrés et trente minutes ouest deux chaînes, de là, nord trente-trois degrés et trente minutes ouest, trois chaînes et soixante chaînes, plus ou moins, jusqu'à la susdite ligne ou limite est de la dite réserve pour chemin, mais sur le susdit lot de terre numéro deux, la dite ligne traverse obliquement dans la même direction la ligne de division des dits lots numéros un et deux, et de là, dans une direction nord-ouest le long de la susdite ligne ou

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa to wit : } **HARRY T. FLYNN**, Plain-
No. 3411. } tiff ; against **THE MANI-**

WAKI & RIVER DESERT SKATING RINK ASSOCIATION, Defendant, to wit :

A piece of land being a part of the lots of land numbers one and two (1 and 2), in the River Desert, front range, in the township of Maniwaki, and district of Ottawa, situated on the easterly line or limit of the reserve for road along the aforesaid Desert River, in the town plot of the village of Maniwaki, containing sixty-six hundredths of an acre, more or less, commencing on the said lot of land number one, at five chains south westerly from the intersection of the aforesaid easterly line or limit of the said reserve for road, along the Desert River, with the south-west line or limit of the lot of land No. 191, where at that distance of five chains is the starting point, and having the following measures to wit : thence from that starting point in a direction south thirty-three degrees and thirty minutes east, or in a line running from that starting point through the corner south east of the lot of land number 110, at the intersection of the VanKoughnet and Notre-Dame street, four chains, thence south fifty-six degrees and thirty minutes, west two chains, thence north thirty three degrees and thirty minutes west, three chains and sixty links, more or less, to the aforesaid easterly line or limit of the said reserve for road, but on the aforesaid lot of land number two, the said line crossing so obliquely the dividing line of the aforesaid lots numbers one and two, and thence north westerly

limite est de la réserve pour chemin jusqu'au point de départ sur le dit lot de terre numéro un—avec les bâtiasses, patinoire et autres bâtiasses y érigées, circonstances et appartenances, sans exception en réserve.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 14 mars 1913. 1199.2
[Première publication, 22 mars 1913.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : { **L** A BANQUE NATIONALE, corporation légale, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec ; vs CHARLES VERGE, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 2674 (deux mille six cent soixante-quatorze) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Sainte-Ursule—avec bâtiasses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 10 avril 1913. 1489
[Première publication, 12 avril 1913.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Montréal, { **T**HE BAYNES CARRIAGE CO., LIMITED, Demandeurs ; contre AUGUSTE BLANCHETTE, Défendeur, savoir :

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoit Joseph Labre, Amqui, le huitième jour de mars mil neuf cent douze, aura lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoit Joseph Labre, Amqui, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, 1913, à DIX heures de l'avant-midi. De plus partie de cet immeuble, étant partie du lot numéro 56 A, au cadastre officiel du quatrième rang du canton Humqui, mesurant 68 pieds de front sur 35 de profondeur, sera vendu à charge du bail emphytéotique consenti le 21 septembre 1910, par Dame Elizabeth Roy, suivant jugement de l'honorable juge Laurendeau, en date du 20 mars 1913.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif, Shérif.
Rimouski, 19 mars 1913. 1215.2
[Première publication, 22 mars 1913.]

along the aforesaid easterly line or limit of the reserve for road to the starting point on the aforesaid lot of land number one—together with the buildings, skating rink and others buildings thereon erected, circumstances and appurtenances without any exception or reserve.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY-SECOND day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Shérif.
Hull, 14th March, 1913. 1200
[First published, 22nd March, 1913].

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : { **L** A BANQUE NATIONALE, a legal corporation, having its chief place of business in the city of Quebec ; vs CHARLES VERGE, of the city of Quebec, to wit :

The lot No. 2674 (two thousand six hundred and seventy four), of the official cadastre for Saint Louis ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Saint Ursule street—with the building erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Shérif.
Quebec, 10th April, 1913. 1490
[First published, 12th April, 1913].

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montreal, { **T**HE BAYNES CARRIAGE Co., LIMITED, Plaintiffs ; against AUGUSTE BLANCHETTE, Defendant, to wit :

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in this cause, which should have taken place at the church door of the parish of Saint Benoit Joseph Labre, Amqui, on the eighth day of March, one thousand nine hundred and twelve, shall take place at the church door of the parish of Saint Benoit Joseph Labre, Amqui, on the SEVENTH day of APRIL next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon. Moreover part of the immoveable, being part of lot number 56A, of the official cadastre of the fourth range of township Humqui, measuring 68 feet in front by 35 feet in depth, will be sold subject to an emphyteutic lease assented to on the 21st September, 1910, by Dame Elizabeth Roy, pursuant to a judgment of the Hon. judge Laurendeau, dated the 20th March, 1913.

CHAS. D'ANJOU,

Sheriff's Office, Shérif.
Rimouski, 19th March, 1913. 1216
[First published, 22nd March, 1911.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **ERNEST SYLVES-**
No 620. } **TRE**, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, notaire, Demandeur ; contre **ROBERT PARKS**, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, à savoir :
Ce certain morceau de terre situé dans le village de Beaulac, dans le comté de Wolfe, connu et désigné comme étant un emplacement formé des lots numéros soixante et cinq (65), quatre-vingt-trois (83) et cent (100), sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels pour le dit village de Beaulac—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Olivier de Garthby, le **TREIZIEME** jour de **MAI** prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEK,

Bureau du shérif, Sherbrooke, 8 avril 1913. Shérif. 1481
[Première publication, 12 avril 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, to savoir : } **LA BANQUE NA-**
No 313. } **TIONALE**, corps politique et incorporé, ayant son bureau chef et principale place d'affaires dans la cité et district de Québec, Demanderesse ; vs **WILLIAM FORBES**, tant personnellement qu'en sa qualité d'héritier légal de feu John Forbes, en son vivant cultivateur, du canton de Barnston, dans le dit district, Dame Mary Forbes, fille majeure, et Dame Mathilda Forbes, épouse de Joseph Sage, cultivateur, du dit canton de Barnston, et le dit Joseph Sage, tant personnellement qu'aux fins d'assister et autoriser sa dite épouse à ester en justice, tous du dit canton de Barnston, en leur qualité d'héritiers légaux du dit feu John Forbes et Dame John Forbes, veuve du dit feu John Forbes, aussi du canton de Barnston susdit, Défendeur.

1° Comme appartenant au dit William Forbes, un des défendeurs en cette cause :

Un certain morceau de terre situé dans le canton de Barnston, dans le district de Saint-François, contenant soixante et quinze acres de terre, plus ou moins, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Barnston, comme étant le lot numéro vingt-trois C (23 C), du dixième rang du canton de Barnston ci-haut mentionné—avec les bâties et améliorations construites et faites ci-dessus.

2° Comme appartenant aux défendeurs en cette cause, comme héritiers du dit feu John Forbes :

Un certain morceau de terre situé dans le dit canton de Barnston, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton de Barnston, comme étant le lot numéro vingt et un A (21 A), du dixième rang du canton de Barnston susdit—avec bâties et améliorations construites et faites ci-dessus.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Suzanne de Boundary Line, le

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **ERNEST SYLVES-**
No. 620. } **TRE**, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, notary, Plaintiff : against **ROBERT PARKS**, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

That certain piece of land situate in the village of Beaulac, in the county of Wolfe, known and designated as being an emplacement formed of the lots numbers sixty five (65), eighty three (83) and one hundred (100), on the official plan and in the book of reference for the said village of Beaulac—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Olivier de Garthby, on the **THIRTEENTH** day of **MAY** next, at **TWO** o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEK,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 8th April, 1913. Sheriff. 1482
[First published, 12th April, 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint-François, to wit : } **LA BANQUE NATIO-**
No. 313. } **NALE**, a body corporate and politic, having its head office and principal place of business in the city and district of Québec, Plaintiff ; vs **WILLIAM FORBES**, personally as well as in his quality of heir-at-law of the late John Forbes, in his lifetime farmer, of the township of Barnston, in said district, and Dame Mary Forbes, spinster, and Dame Mathilda Forbes, wife of Joseph Sage, farmer, of the said township of Barnston, and the said Joseph Sage, personally as well as for the purpose of assisting and authorizing his said wife to "ester en justice", all of the said township of Barnston, in their quality as heirs-at-law of the said late John Forbes, and Dame John Forbes, widow of the said late John Forbes, also of the township of Barnston aforesaid, Defendant.

1. As belonging to the said William Forbes, one of the defendants in this cause :

A certain piece of land situate in the township of Barnston, in the district of Saint Francis containing seventy five acres of land, more or less, and known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the said township of Barnston, as being the lot number twenty three-C (23-C), in the tenth range of the township of Barnston aforesaid—with the buildings and improvements thereon erected and made.

2. As belonging to the defendants in this cause, as heirs of the said late John Forbes :

A certain piece of land situate in the said township of Barnston, containing fifty acres of land, more or less ; and known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Barnston, as being the lot number twenty one A (21-A), in the tenth range of the township of Barnston aforesaid—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Suzanne de Boundary-Line, on the

VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-François, 17 mars 1913. 1203.2
[Première publication, 22 mars 1913.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **JOSEPH ONESIME**
No. 134. } **LEHOULLIER,**
Demandeur ; contre **NARCISSE BOULANGER,**
Défendeur.

Une terre située dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-Narcisse, connue et désignée sous le numéro trois cent quatre-vingt-deux (382), au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Narcisse, contenant deux arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur ; prenant son front au chemin public du deuxième rang, se terminant en profondeur au troisième rang, et joignant des deux côtés à Ernest Goyette.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Narcisse, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 9 avril 1913. 1483
[Première publication, 12 avril 1913.]

Avis du Gouvernement

La compagnie "E. L. Ruddy Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Thomas W. Coleman, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 1er avril 1913. 1429

Avis est par le présent donné que la compagnie "The Merchants and Employers Guarantee and Accident Company", de Montréal, P. Q., a été enregistré pour faire les affaires dans cette province d'assurance contre les accidents et la maladie, le ou après le septième jour d'avril 1913.

Le nom de son principal agent pour la province, est J. C. H. Dussault, 17, Place d'Armes Hill, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce septième jour d'avril 1913.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des assurances,
Département du Trésor, Québec. 1423

TWENTY SECOND day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 17th March, 1913. 1204
[First published, 22nd March, 1913]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **JOSEPH ONESIME**
No. 134. } **LEHOULLIER,**
Plaintiff ; against **NARCISSE BOULANGER,**
Defendant.

A farm situate in the second range of the parish of Saint Narcisse, known and designated under number three hundred and eighty two (382), on the official cadastre for the parish of Saint Narcisse, containing two arpents in front by twenty five arpents in depth ; bounded in front by the public road of the second range, and in depth by the third range, and adjoining on both sides to Ernest Goyette.

To be sold at the church door of the parish of Saint Narcisse, on the THIRTEENTH day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Shérif.
Three Rivers, 9th April, 1913. 1484
[First published, 12th April, 1913.]

Government Notice

The "E. L. Ruddy Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Thomas W. Coleman, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 1st April, 1913. 1430

Notice is hereby given that "The Merchants and Employers Guarantee and Accident Company", of Montreal, P. Q., has been registered to transact in this province the business of accident and sickness insurance on and after the seventh day of April, 1913.

The name of the chief agent for the province, is J. C. H. Dussault, 17, Place d'Armes Hill, Montreal, P. Q.

Given pursuant in article 6950 R. S. P. Q., 1909, this seventh day of April, 1913.

For the Treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 1424

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, le révérend C. O. Baribault, curé, de la paroisse de Saint-Elie de Caxton, dans le comté de Saint-Maurice, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint Elie de Caxton", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Elie de Caxton, dans le comté de Saint-Maurice.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre et du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le huitième jour d'avril 1913.

JOS. ED. CARON,

1485 Ministre de l'agriculture et de la voirie

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Albert D. Denis, courtier d'immeubles, Lucien Morin, commerçant de bois, Tancrède Denis, marchand, Joseph A. Lafrenière, boucher, tous de la cité de Montréal, et Olivier Desy, bourgeois, demeurant à l'Isle Du Pads, dans le comté de Berthier, dans les buts suivants :

Faire commerce d'immeubles dans toutes ses branches ;

Exercer l'industrie d'immeubles et d'agent d'assurance contre l'incendie, les accidents, la vie, assurance maritime, bris de glace dans toutes ses branches ;

Acquérir, par achat, bail, échange ou autrement et posséder, améliorer, diviser, subdiviser, construire sur, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger toutes sortes d'immeubles et propriétés mobilières et immobilières et en disposer ;

Tracer et disposer toutes rues, ruelles, carrés ou terrains aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos ;

Faire et entrer en tous arrangements ou contrats (avec toutes compagnies, personnes, municipalités ou corporations) pour construire, diminuer la pente, paver, macadamiser et réparer les rues, chemins publics et trottoirs ou pour construire, ouvrir et réparer les conduits, citernes, drainages et égouts et aider, par des avances d'argent, à la construction et entretien des chemins, rues, ruelles, aqueducs, drainages, égouts et autres travaux propres à donner un meilleur égout aux propriétés de la compagnie et pour en augmenter la valeur ;

Agir comme agent et courtier pour le commerce d'immeubles et autres transactions de même nature ;

Prêter de l'argent aux clients faisant des affaires avec la compagnie, prendre et détenir des hypothèques, obligations et garanties sur des immeubles pour garantie des prêts et transactions de la compagnie et faire tous prêts et placements, excepté les affaires de banque et généralement faire toutes autres affaires qui peuvent directement ou indirectement augmenter la valeur ou rendre profitable les biens ou droits de la compagnie ;

Acquérir de toutes manières quelconques, tout ou partie des biens et affaires de toutes personnes ou compagnie ou personnes faisant des affaires en tout ou en partie, semblable à celles de la compagnie ;

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Public notice is hereby given that in virtue of the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, the rev. C. O. Baribault, "curé", of the parish of Saint Elie de Caxton, county of Saint Maurice, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Cooperative Agricultural Association of Saint Elie de Caxton", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint Elie de Caxton, in the county of Saint Maurice.

The powers for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture and Roads of the province of Quebec, authorize the formation of the said association.

Dated at Quebec, the eighth day of the month of April, 1913.

JOS. ED. CABON,

1486 Minister of Agriculture and Roads.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1913, incorporating Messrs. Albert D. Denis, real estate broker, Lucien Morin, lumber merchant, Tancrède Denis, merchant, Joseph A. Lafrenière, butcher, all of the city of Montreal, and Olivier Desy, gentleman, residing at Isle Du Pads, in the county of Berthier, for the following purposes :

To deal in real estate in all its branches ;

To carry on business as real estate brokers and fire, accident, life, marine and plate glass insurance agents in all their branches ;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to hold, improve, divide, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of real estate and moveable and immoveable property ;

To lay out and disposed of any streets, lanes, squares or lands upon such terms and conditions as the company may think fit ;

To make and enter into any agreements or contracts (with any companies, individuals municipalities or corporations) for constructing, grading, paving, macadamizing and repairing streets, highways and sidewalks or for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains and sewers and aid by advances of money in the construction and maintenance of roads, streets, lanes, waterworks, drains, sewers and other works calculated to give better access to or render more profitable the company's property ;

To act as real estate agents and brokers and in the same capacity for other transactions of the same kind ;

To loan money to customers having dealings with the company, to take and hold hypothecs, liens and securities on real estate as security for any loans and investments made by the company and to carry on any loan or investment business, banking business excepted, generally to carry on any other business which may directly or indirectly enhance the value of or render more profitable the company's property or rights ;

To acquire in any manner whatever the whole or part of the property and business of any individual or company or persons carrying on any business altogether or in part, similar to that of the company ;

Entrer en société ou en tous autres arrangements pour le partage des profits, union d'intérêt, coopération, risque conjoints, concessions, réciprocités ou autrement, avec toutes personnes ou compagnies faisant ou sur le point de faire des affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou qui peuvent être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie; lui prêter de l'argent, garantie des contrats ou l'aider autrement; prendre ou acquérir autrement les actions ou garanties de telle compagnie avec ou sans garantie et en faire le commerce ou autrement disposer;

Entrer en arrangement avec toutes administrations ou autorités municipales ou autres pour toutes acquisitions de droit, privilège ou concessions;

Promouvoir toutes compagnies dans le but d'acquérir tout ou partie des biens et actions de cette compagnie ou pour toutes autres fins tendant à apporter bénéfice à cette compagnie et disposer du stock de cette compagnie avec ou sans garantie;

Placer les argents de cette compagnie en la manière qui pourrait déterminer de temps en temps et en faire le commerce;

Émettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties en paiement de tout ou partie de l'achat et acquisition de toutes propriétés, meubles et immeubles, affaires, franchises et entreprises et autres transactions de la compagnie;

Remunerer toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie même dans le placement des actions de cette compagnie, tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires et lettres de change, connaissements, mandats, et autres documents et valeurs négociables; vendre ou autrement disposer de tout ou partie des biens ou de l'entreprise de cette compagnie aux conditions qu'elle pourra établir et faire toutes telles transactions quelconques comme patron ou agent soit seule ou conjointement avec d'autres et même s'amalgamer avec d'autres compagnies ayant des fins semblables à la présente compagnie;

Distribuer par dividende ou autrement tout ou partie des biens de la compagnie en nature ou autrement parmi les membres de la compagnie;

En général, acquérir tous biens meubles et immeubles, droits et privilèges et faire exécuter sur ses propriétés tous les travaux que la compagnie peut avoir besoin pour les fins de son commerce ou autrement disposer;

Faire, signer et consentir, exécuter et accepter tous actes, contrats et documents quelconques qui peuvent découler des pouvoirs mentionnés aux présentes et propres aux fins de la compagnie et exercer tous pouvoirs nécessaires aux fins de la dite compagnie, sous le nom de "Denis Land Company, Limited", avec un capital de cent quarante-neuf mille piastres (\$149,000.00), divisé en quatorze cent quatre-vingt-dix (1490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,
1487 Sous-secrétaire de la province.

No 465.13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Didace, les biens-fonds portant les Nos 605 à 610, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Didace, comté de Maskinongé, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Didace, village. 1497

To enter into partnership or into any other arrangement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or about to carry on any business or transactions which this company is authorized to carry on or capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company; to loan money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, to take or otherwise acquire, deal with or otherwise dispose of shares or securities of any such company, with or without guarantee;

To enter into arrangements with any governments or authorities, municipal or otherwise, for any acquisition of rights, privileges or concessions;

To promote any companies for the purpose of acquiring the whole or part of the property and stock of this company, or for any other purposes calculated to benefit this company and dispose of the stock of this company, with or without guarantee;

To invest and deal with the monies of this company in the manner which may be from time to time determined;

To issue paid up, shares, bonds, debentures or other securities, in full or part payment for the purchase or acquisition of any moveable or immovable property, business, franchises, undertakings and other transactions of the company;

To remunerate any persons or companies for services rendered or to be rendered to the company even for the placing of the shares of this company, to draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or negotiable instruments and securities to sell or otherwise dispose of the whole or part of the property and undertaking of this company upon the conditions it may fix, and to carry on any transactions whatsoever as principal or agent, either alone or in conjunction with others and also amalgamate with other companies having purposes similar to those of the present company;

To distribute by dividend or otherwise the whole or part of the company's property, in specie or otherwise, amongst its members;

Generally, to acquire, any moveable or immovable property, rights or privileges and to carry out upon its property any works which the company may need for the purposes of its business or otherwise dispose of same;

To make, sign and assent to, execute and accept all deeds, contracts and documents whatsoever which may result from the powers herein mentioned and are suitable for the company's purposes and exercise all the powers necessary for the said company's purposes, under the name of "Denis Land Company Limited", with a capital stock of one hundred and forty nine thousand dollars (\$149,000.00), divided into one thousand four hundred and ninety (1490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1913.

C. J. SIMARD,
1488 Deputy Provincial Secretary.

No. 465.13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 2591 of the S. R. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Saint-Didace, the lots bearing the Nos. 605 to 610, inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint-Didace, county of Maskinongé, and to annex same to the school municipality of Saint-Didace, village. 1498

No 377.13.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 10 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de Saint-Edouard-de-Montréal, tout le territoire compris dans les limites de la nouvelle paroisse de Saint-Etienne, comté Montréal-Dorion, telle qu'érigée canoniquement, ("Gazette Officielle de 1912, page 1420"), et de former du dit territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Etienne.

1491

No 58.13.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 10 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de Sainte-Véronique-de-Turgeon, comté de Labelle, le bien-fonds portant au cadastre officiel du canton Turgeon le No 76a, rang A, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Loranger, même comté

1493

No 2512.13.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 5 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de la Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "Beaconsfield", tout le territoire comprenant la ville de Beaconsfield, telle qu'érigée par le Statut de Québec, 1 Georges V, chapitre 62.

1495

No 395.13.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 10 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher des cantons unis de Laverlochère-et-Baby, comté de Témiscamingue, tous les biens-fonds compris dans les rangs 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13, du cadastre officiel du canton de Laverlochère; tous les biens-fonds du rang 7, du cadastre officiel du canton Baby, ainsi que les lots Nos 32 à 44 du rang 5 du cadastre officiel du canton de Laverlochère, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Mont-Carmel.

1499

No 696.13.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 10 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher les biens-fonds suivants, savoir :

1° De la municipalité scolaire de Sainte-Anastasia, comté de Mégantic, les lots Nos 1 à 6, inclusivement de chacun des rangs I, II, III, et les lots Nos 1 à 6, inclusivement, du rang IV, du cadastre officiel du canton Nelson;

2° De la municipalité scolaire de Saint-Flavien, comté de Lotbinière, les lots du cadastre officiel de cette paroisse, depuis y compris les Nos 439a et 440 jusqu'au No 473 inclusivement, du rang Saint-Joseph, sud-ouest du chemin central, ceux depuis y compris les Nos 318a, 319b, 319a, 320, jusqu'au No 367, inclusivement, du rang Saint-Joseph, nord-est du chemin central, aussi les lots du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Agapit, Nos 61 à 78,

No. 377.13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 10th April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from Saint-Edouard de Montréal, all the territory comprised within the limits of the new parish of Saint Etienne, county Montreal-Dorion, as canonically erected ("Official Gazette", 1912, page 1420), and to erect the said territory into a separate school municipality, under the name of Saint Etienne.

1492

No. 58.13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 10th April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him to detach from Sainte-Véronique-de-Turgeon, county of Labelle, the lot bearing on the official cadastre of township Turgeon No. 76a, range A, and to annex same to the school municipality of Loranger, same county

1494

No. 2512.13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 5th April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R.S.P.Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Pointe Claire, county of Jacques Cartier, and to erect same into a separate school municipality for catholics only, under the name of "Beaconsfield", the whole of the territory comprised without the town of Beaconsfield, as erected by the Quebec statute, 1 George V, chapter 62.

1496

No. 395.13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 10th April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the united townships of Laverlochère and Baby, county of Temiscaming, all the lots comprised within the ranges 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 and 13, of the official cadastre of township Laverlochère; all the lots of range 7, of the official cadastre of township Baby, and the lots Nos 32 to 44 of range 5 of the official cadastre of township Laverlochère, and to erect the whole of this territory into a separate school municipality under the name of Mont-Carmel.

1500

No. 696.13

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Québec, 10th April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him to detach the following lots, to wit :

1. From the school municipality of Sainte Anastasia, county of Mégantic, the lots Nos. 1 to 6, inclusively, of each of the range I, II, III, and the lots Nos. 1 to 6, inclusively, of range IV, of the official cadastre of township Nelson.

2. From the school municipality of Saint Flavien, county of Lotbinière, the lots of the official cadastre of that parish, from and including the lots 439a and 440 to lot No. 473, inclusively, of Saint Joseph range, south west of the central road, those from and including the lots Nos. 318a, 319b, 319a, 320 to No. 367, inclusively, of Saint Joseph range, north east of the central road, also the lots of the official cadastre of the parish of Saint Agapit, Nos.

qui avaient été annexés en 1904, à la susdite paroisse de Saint-Flavien.

3. De la municipalité scolaire de Saint-Agapit, les lots du cadastre officiel de cette paroisse, Nos 51 à 60, inclusivement dans la deuxième concession, Davidson sud, et ceux de 79 à 88, inclusivement, dans la première concession Davidson Nord, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Octave-de-Dosquet.

1501

Nomination

Québec, 11 avril 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 10 avril 1913, de nommer MM. Joseph Gagnon, François Morel, Cléophas Simard, et Georges Filion, conseillers de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency, en remplacement, le premier, de Cléophas Rancour; le second, d'Odilon Simard, le troisième, d'Arthur Racine, et le quatrième, de lui-même, en vertu des dispositions de l'article 341 du code municipal.

1503

Index de la Gazette Officielle de Québec No 15

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Bélanger vs Laliberté.....	817
" Berthiaume vs Hébert.....	817
" Boulais vs Hamel.....	817
" Brochu vs Bernier.....	810
" Carressa vs D'Ambrosio.....	817
" Champoux vs Condrain.....	819
" Clouette vs Smith.....	818
" Donahue vs Redmond.....	810

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Deschambault vs Cyr, 819.

AGRICULTURE : — Sociétés Coopératives Agricoles : — Pointe-du-Lac, 799; Sainte-Foy, 799; Paroisse de Saint-Elie de Caxton, 834.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc. 797.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ : — Merchants & Employers Guarantee & Accident Co, 800.

BILLS PRIVÉS. P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 814; Conseil législatif, 813.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE : — Paroisse de Saint-Théodore de Chertsey, 799.

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES OPÉRATIONS : — E. L. Ruddy Coy, Ltd, 833.

61 to 78, which were annexed in 1904, to the aforesaid parish of Saint Flavien.

3. From the school municipality of Saint Agapit, the lots of the official cadastre of that parish Nos. 51 to 60, inclusively, in the second concession South Davidson, and those from 79 to 88, inclusively, in the first concession North Davidson, and to erect the whole of this territory into a separate school municipality, under the name of Saint Octave de Dosquet.

1502

Appointment

Quebec, 11th April, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 10th April, 1913, to appoint Messrs. Joseph Gagnon, François Morel, Cléophas Simard, and George Filion, councillors of the municipality of the parish of Saint Joachim, county of Montmorency, replacing, the first, Cléophas Rancour; the second, Odilon Simard; the third, Arthur Racine, and the fourth, continued in office, pursuant to the provisions of article 341 of the municipal code.

1504

Index of the Quebec Official Gazette, No. 15.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Dufresne vs Deguire.....	817
" Giguère vs Hensault.....	819
" Langelier vs Cloutier.....	819
" Lemelin vs Labrecque.....	819
" Paquette vs Cadieux.....	818
" Poulin vs Denis.....	817
" Robidoux vs Blais.....	818

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Deschambault vs Cyr, 819.

AGRICULTURAL : — Cooperative Agricultural Associations : — Pointe-du-Lac, 799; Sainte-Foy, 799; Parish of Saint-Elie de Caxton, 834.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, etc. 797.

ASSOCIATION INSURANCE OR SOCIETY : — Merchants & Employers Guarantee & Accident Co, 800.

PRIVATE BILLS. P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 814; Legislative Council, 813.

FARMERS' CLUB, FORMATION OF : — Parish Saint Théodore de Chertsey, 799.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS : — E. L. Ruddy Coy, Ltd, 833.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Archambault.....	822
Bacon.....	820
Bourbonnis.....	822
Dagneault.....	820
Desrosiers.....	820
Dupras.....	822
Dussault.....	820
Gauvreau.....	821

LETTRES PATENTES :—

Denis Land Coy, Ltd.....	834
Fairview Land Coy, Ltd.....	804
La Cie Commerciale de Saint-Elie de Caxton.	807
La Cie de Prêts et Placements du Lac Saint-Jean.....	814
La Cie des Terres Hautes de Laprairie.....	803
La Cie Houillière Saint-Apollinaire.....	802
La Cie J. & C. Brunet, Ité.....	809
McGill Hotel Company.....	801

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ANNEXÉES OU ÉRIGÉES :—

Canton Turgeon—Beaconsfield, 836.
Mun. Loranger, 836 ; Mont Carmel, 836.
Paroisse Saint-Didace—Village Saint-Didace,
835 ; Saint-Etienne, 836 ; Saint-Octave-de-
Dosquet, 836.

NOMINATIONS :—

Conseillers municipaux :—Paroisse Saint-Joa-
chim, 836.
Greffier, cour de circuit :—L'Assomption, 797.
Juges de paix — District d'Arthabaska, 797 ;
Montréal, 798 ; Ottawa, 798 ; Rimouski, 798.
Percepteur du revenu :—La Tuque, 797.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 798.

VENTE PAR LICITATION :—Bombardier vs Bombar-
dier et al, 823 ; Papineau (Dme) vs Piché, 823 ;
Tellier dit Lafortune vs Tellier dit Lafortune
et al, 824.

VENTES PAR LES SHERIFS

ARTHABASKA :—Pothier vs L'Heureux, 825.

BEAUFARNOIS :—Masson vs Joron, 826.

CHICOUTIMI :—Labrie esql., vs Perron, 827.

INERVILLE :—La Société d'Administration Générale
vs The Saint Johns Land Bldg Coy, Ltd, 828 ;
La ville de Saint-Jean vs Dme Bouchard, 828.

JOLIETTE :—Corporation de la paroisse Saint-
Alphonse de Rodriguez vs McCarvill, 829.

MONTMAGNY :—Bouffard vs Boutin, 829 ; Caron vs
The Quebec Contracting Co., 830.

OTTAWA :—Flynn vs The Maniwaki & River Desert
Skating Ring Association, 830.

FAILLIS —INSOLVENTS :

Lafrance.....	821
Lapointe.....	821
Plante.....	821
Price & Co.....	820
Sauvageau.....	823
Soubhani.....	821
Viau.....	822

LETTERS PATENT :—

Montreal-Quebec Realty Coy.....	807
Parentville Realty Coy.....	800
Regent Realities Ltd.....	810
Residential Sites Ltd.....	808
Sainte-Monique Station Furniture Coy, Ltd..	809
The International Time Recording Coy of Canada, Ltd.....	812

SCHOOL MUNICIPALITIES ANNEXED OR ERECTED :—

Township Turgeon—Beaconsfield, 836.
Mun. Loranger, 836 ; Mont Carmel, 836.
Parish Saint-Didace — Village Saint-Didace,
835 ; Saint-Etienne 836 ; Saint Etienne de
Dosquet, 836.

APPOINTMENTS :—

Municipal councillors :—Parish Saint Joachim,
836.
Clerk's circuit court :—L'Assomption, 797.
Justices of the peace :—District Arthabaska, 797 ;
Montreal, 798 ; Ottawa, 798 ; Rimouski, 798.
Collector of provincial revenue :—La Tuque, 797.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 798.

SALE BY LICITATION :—Bombardier vs Bombardier
et al, 823 ; Papineau (Dme) vs Piché, 823 ;
Tellier dit Lafortune vs Tellier dit Lafortune
et al, 824.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Pothier vs L'Heureux, 825.

BEAUFARNOIS :—Masson vs Joron, 826.

CHICOUTIMI :—Labrie esql., vs Perron, 827.

INERVILLE :—La Société d'Administration Générale
vs The Saint Johns Land Bldg Coy, Ltd, 828 ;
The town of Saint Johns vs Dame Bouchard,
828.

JOLIETTE :—Corporation of the parish Saint-
Alphonse de Rodriguez vs McCarvill, 829.

MONTMAGNY :—Bouffard vs Boutin, 829 ; Caron vs
The Quebec Contracting Co., 830.

OTTAWA :—Flynn vs The Maniwaki & River Desert
Skating Ring Association, 830.

QUÉBEC :—La Banque Nationale vs Verge, 831.

RIMOUSKI :—The Baynes Carriage Co Ltd vs Blanchette, 831.

SAINT-FRANÇOIS :—La Banque Nationale vs Forbes, 832 ; Sylvestre vs Parks, 832.

TROIS-RIVIÈRES :—Lehouillier vs Boulanger, 833.

QUÉBEC :—La Banque Nationale vs Verge, 831.

RIMOUSKI :—The Baynes Carriage Coy Ltd vs Blanchette, 831.

SAINT-FRANCIS :—La Banque Nationale vs Forbes, 832 ; Sylvestre vs Parks, 832.

THREE RIVERS :—Lehouillier vs Boulanger, 833.

off
APR 26 1913